

COMMANDEMENT DE LA DOCTRINE ET DE L'ENSEIGNEMENT
MILITAIRE SUPÉRIEUR DE L'ARMÉE DE TERRE

OBJECTIF DOCTRINE

LA MULTINATIONALITÉ



N°27
07/2001

Edition bilingue
Bilingual edition

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE LA DÉFENSE

COMMANDEMENT DE LA DOCTRINE ET DE L'ENSEIGNEMENT
MILITAIRE SUPÉRIEUR DE L'ARMÉE DE TERRE

OBJECTIF DOCTRINE

LA MULTINATIONALITÉ



N°27
07/2001

Edition bilingue
Bilingual edition



MINISTÈRE
DE LA DÉFENSE

C.D.E.S



**COMMANDEMENT DE LA DOCTRINE
ET DE L'ENSEIGNEMENT MILITAIRE SUPERIEUR
DE L'ARMEE DE TERRE**

SOMMAIRE

SUMMARY

DOCTRINE

Forum international de doctrine du CDES du 15 juin 2001. CEN PANEL	P. 6
Multinationalité dans les opérations de coercition. GAL GAVIART	P. 10
Multinationalité au quotidien. CDT ZARATIEGUI & CBA HABEREY	P. 14
Le Corps Européen au KOSOVO. GAL QUIEL	P. 18
Le COCOOPS : le cycle 2001-2002 des études opérationnelles. COL MARTIN	P. 22
Un nouveau dispositif de préparation aux épreuves tactiques du CSEM : le «C3E» (Centre d'Examen et d'Enseignement Extérieur). LCL PLATEAUX	P. 28
CDES international doctrine Forum, 15 th June 2001. MAJOR PANEL	P. 7
Multinationality in coercive operations. GAL GAVIART	P. 11
Multinationality on a day to day basis. MAJOR ZARATIEGUI & MAJOR HARVEREY	P. 15
Eurocorps in KOSOVO. GAL QUIEL	P. 19
The 2001-2002 cycle of operational studies. COL MARTIN	P. 23
A new device for the preparation To the Tactics exams of the «CSEM»: The «C3E» (Examination and External Education Center). LCL PLATEAUX	P. 29

ETRANGER

FOREIGN STUDIES

Vers une refondation de la Bundeswehr. COL BELDE	P. 32
Towards a refoundation of the Bundeswehr. COL BELDE	P. 33

LIBRES REFLEXIONS

FREEDOM OF SPEECH

Aux sources de la doctrine ? L'exemple américain. CBA DURIEUX	P. 42
Where does doctrine come from? The American example. MAJOR DURIEUX	P. 43
Modèles et doctrines : divergences transatlantiques. COL DESPORTES	P. 46
Models and doctrine: Transatlantic divergences. COL DESPORTES	P. 47
La sauvegarde dans les actions de maîtrise de la violence. LCL LECOINTRE	P. 48
Safeguard in violence control actions. LCL LECOINTRE	P. 49

OBJECTIF DOCTRINE N° 27 - 07/2001

Directeur de la publication : général Jean-Marie Veyrat - Secrétaire du comité de rédaction : colonel Philippe Schmitt - Rédacteur en chef : lieutenant Stéphane Carnès - Traduction : colonel (CR) Travailot, Lieutenant-colonel (CR) de Vasselot, lieutenant-colonel (CR) Daniel Sillon, général (2s) Dejean (relecture) - Maquette, schémas, impression : Section Conception Impression du CDES - Photos : CDES/Cellule Multimédia (page 8) - Photogravure : Saint-Gilles (Paris) - Gestion du fichier des abonnés : lieutenant Stéphane Carnès - Diffusion : bureau courrier du CDES - Tirage : 1 900 exemplaires - Dépôt légal : à parution - ISSN : 1293-2671 - Tous droits de reproduction réservés. Conformément à la loi «informatique et libertés» n° 78-17 du 6 janvier 1978, le fichier des abonnés à OBJECTIF DOCTRINE a fait l'objet d'une déclaration auprès de la CNIL, enregistrée sous le n° 732939. Le droit d'accès et de rectification s'effectue auprès du CDES (Commandement de la Doctrine et de l'Enseignement militaire Supérieur de l'Armée de terre) - Cellule communication - BP 53 - 00445 ARMEES.

☎ : 01 44 42 35 91 ou 01 44 42 36 22
PNIA : 821 753 35 91 ou 821 753 36 22
Fax : 01 44 42 35 01 ou 821 753 35 01
mel : cel-com@cdes.terre.defense.gouv.fr
Web : www.cdes.terre.defense.gouv.fr

LES CAHIERS DU RETEX N° 2

La division DAGUET
par le général
de division DURAND

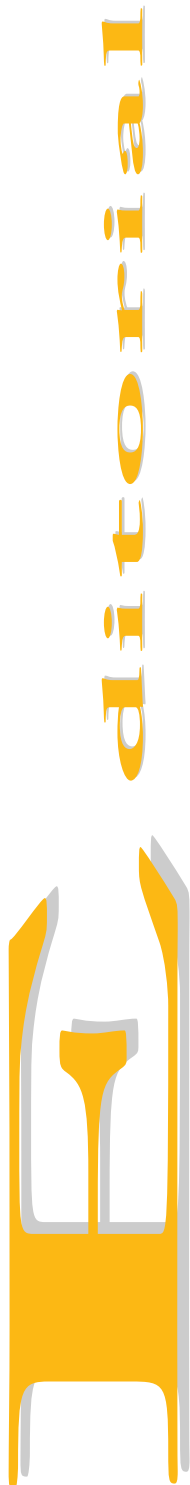
&

La «vidéo de combat»
par le colonel VOUTE

LES ARTICLES PUBLIÉS
DANS LA RUBRIQUE
«LIBRES REFLEXIONS»
NE REPRÉSENTENT PAS LA POSITION DU
CDES ET N'ENGAGENT QUE LA
RESPONSABILITÉ DE LEURS AUTEURS
QUI S'EXPRIMENT
À TITRE PERSONNEL

OBJECTIF DOCTRINE est en ligne sur le site INTERNET du CDES
OBJECTIF DOCTRINE is consultable on the CDES INTERNET web site

www.cdes.terre.defense.gouv.fr



La rubrique Doctrine de ce vingt-septième numéro d'OBJECTIF DOCTRINE est principalement consacrée à la multinationnalité des opérations, paramètre désormais incontournable dans l'emploi des forces armées. Aux autres rubriques habituelles (Etrangers et Libres réflexions) s'ajoute pour la deuxième fois le supplément «cahiers du RETEX (retour d'expérience)» qui accompagnera désormais chaque nouveau numéro d'OBJECTIF DOCTRINE.

La multinationnalité a été l'un des thèmes majeurs abordés lors du forum international de doctrine organisé le 15 juin dernier à l'Ecole militaire sur le thème «Vers une vision européenne d'emploi des forces terrestres ?» Plusieurs articles de la rubrique Doctrine résument ou reprennent les principales interventions de ce forum. Pour l'ensemble des intervenants, la multinationnalité, qui confère à la force engagée une légitimité politique et morale indispensable, procure aussi une diversité militaire dont les nombreux avantages compensent largement les inconvénients.

A condition bien sûr de respecter certaines règles intangibles telles que la formation préalable du personnel, la préparation commune des actions et la recherche permanente de l'interopérabilité sous toutes ses formes, y compris dans le domaine de l'emploi des forces terrestres pour lequel, comme l'a dit le CEMAT lors de son intervention à la fin du forum, «la réflexion doctrinale (...) devait être conduite en commun avec nos alliés (...)».

Certes, la simple application des documents d'emploi, communs ou très proches, ne résoudra pas tous les problèmes rencontrés par les forces multinationales et ne remplacera pas la réflexion et l'action des chefs sur le terrain, comme l'évoquent l'article sur le cycle 2001-2002 des études opérationnelles et la libre réflexion «Aux sources de la doctrine ? L'exemple américain». Mais l'existence d'un corps de doctrine commun, applicable et appliqué par les forces alliées, dont celles des pays de l'Union européenne, ne peut qu'améliorer l'emploi des unités multinationales et accroître leur efficacité militaire.

La rubrique Etranger, qui traite ce mois-ci de la refondation de l'Armée de terre allemande, continue d'apporter sa contribution à notre connaissance mutuelle, si importante dans des opérations communes.

Enfin, les cahiers du RETEX, avec en particulier l'article sur la division DAGUET «A l'avant-garde de la modularité» du Général de division J.F. DURAND, ancien chef d'état-major de cette grande unité, nous rappellent l'importance des enseignements du terrain que nous autres Français devons mieux retenir et surtout mettre en application.

Le nouveau centre d'évaluation et de retour d'expérience (CEREX) du CDES, qui vient de succéder au COAD et possède davantage de moyens, va désormais présenter chaque mois des enseignements tirés des exercices et opérations des forces françaises ou alliées.

Nos lecteurs sont invités eux aussi à nous envoyer leurs témoignages ou leurs réflexions dans ce domaine important du «RETEX».

La rédaction

The Doctrine section in this OBJECTIF DOCTRINE twenty-seventh issue is dedicated mainly to multinationality in operations, henceforth-
unavoidable parameter in armed forces employment. For the second
time, the complementary «RETEX journal (Return from Experience)» that, from now
on, will come with each new OBJECTIF DOCTRINE issue, is added to the usual
other ones sections (Foreign studies and Freedom of speech).

Multinationality was one among the major topics discussed during the
international doctrine forum organized at the «Ecole Militaire» on last June 15
with the subject: «To an European view for Land Forces employment?» Several
articles of the Doctrine section summarize or take up the main lectures of this
forum. To all contributors, multinationality, that provides the committed force
with a political and moral legitimacy, also gives a military range the many
advantages of which clearly outweigh its disadvantages.

Obviously, provided that some inviolable rules are applied, such as
preliminary training of personnel, common action preparation and a
permanent pursuit of interoperability in all its forms, to include the force
employment field for which, as the Army Chief of Staff stated during his speech
at the end of the forum, «doctrinal thinking (...) should be conducted alongside
our Allies (...)».

Indeed, the mere implementation of, common or quite close, Field Manuals will
not solve every difficulties to be met by multinational forces and will not
substitute for thought and action of commanders in the field, as mentioned in
the article about the 2001 - 2002 cycle of operational studies and the freedom
of speech item «To the roots of doctrine? The US model». But the existence of a
common doctrine body, applicable and implemented by allied forces, among
which those of the European Union, can nothing but improve the employment
of multinational formations and increase their military efficiency.

The Foreign studies section, that deals, on this month, with the re-foundation of
the German Army, keeps on contributing to our mutual understanding, so much
relevant in common operations.

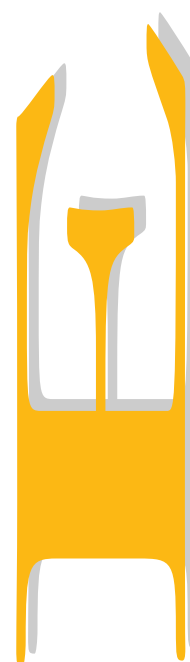
To end with, the RETEX journal, and particularly the article about the DAGUET
division «In the vanguard of modularity» by Major General J.F. DURAND,
former Chief of Staff of this division, are reminders of lessons learnt from the
field that we, French soldiers, must keep in mind and above all apply.

The new directorate for exercises and operations feedback and assessment
(CEREX) of the CDES, which just succeeded COAD with more available means,
is up to monthly present lessons learnt from exercises and operations of French
or Allied forces.

Readers are also welcome putting forward their stories or thoughts related to
this important «RETEX» domain.

The editorial staff

editorial



DOCTRINE

Forum international de doctrine du CDES du 15 juin 2001

par le chef d'escadron PANEL,
du Centre de Recherche et de Documentation/CDES

A l'initiative du général de corps d'armée André SOUBIROU, commandant de la doctrine et de l'enseignement militaire supérieur de l'Armée de terre (CDES), le centre de recherche du CDES a organisé le 15 juin 2001 son second forum de doctrine à l'École Militaire [les actes sont disponibles sur le site internet du CDES (www.cdes.terre.defense.gouv.fr)]. Si le précédent forum de juin 2000, consacré à "l'action des forces terrestres au contact des réalités" avait déjà connu un franc succès, celui de cette année s'est tout particulièrement illustré par son ouverture aux pays alliés et à la société civile. L'ambition de ce forum international de doctrine, placé sous la présidence du général d'armée chef d'état-major de l'Armée de terre et le haut patronage du ministre de la Défense, était de débattre sur le thème : "Vers une vision européenne d'emploi des forces terrestres ?"

La richesse des interventions, la pertinence des débats et la qualité de l'auditoire ont fait de ce forum un événement de renommée internationale. L'auditoire était composé de plus de 500 personnes. Parmi celles-ci figuraient de hauts fonctionnaires, des commandeurs militaires, de nombreux généraux d'active ou appartenant à la 2^{ème} section, des stagiaires de la 114^{ème} promotion de l'École Supérieure de Guerre, une délégation d'officiers stagiaires de l'École d'Etat-Major de Compiègne, des étudiants, chercheurs et professeurs d'universités, des représentants de plusieurs ministères (intérieur, affaires étrangères, culture et communication, emploi et solidarité, santé) et du secteur industriel (Thalès, EADS, GIAT industrie, France Télécom, Aérospatiale-Matra-Missiles, Euro-missile, CEGETEL, SAGEM,...), des représentants de la Mairie de Paris et de la Commission européenne, ainsi que des membres d'organismes de réflexion (IFRI, FRS,...), de la presse écrite et de grandes revues d'études (RDN,...).

Mais surtout, il convient de souligner la forte participation de délégations militaires alliées. 16 Attachés de défense et 9 officiers de liaison étaient présents, portant à près de 20 les pays représentés. Il convient aussi de signaler la participation d'autorités de grands commandements et organismes étrangers de doctrine terrestre tels que le général SANCHEZ DE TOCA du MADOC, commandement de l'entraînement et de la doctrine de l'Armée de terre espagnole (ESP), le général major WIDDER de l'HEERESAMT, Office des forces armées de la Bundeswehr (ALL), et le général MILLOTAT du 2^{ème} CA (ALL).

Le forum a été ouvert par M. Jean CLUZEL, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques.

Après s'être livré à une typologie des conflits

depuis la seconde guerre mondiale, le secrétaire perpétuel a dégagé quelques traits fondamentaux caractérisant les forces terrestres et le contexte dans lequel elles se situent depuis une décennie :

- les forces terrestres sont devenues des **auxiliaires indispensables de la paix**,
- les conflits sont par nature **asymétriques** et les **mandats donnés aux forces terrestres sont parfois flous**,
- enfin, **si le pire n'est jamais certain, il reste toujours possible.**

En conclusion, M. Jean CLUZEL a rappelé que "l'histoire est de notre responsabilité" et qu'une double exigence s'impose aux Européens : "la fidélité aux valeurs morales et à un humanisme intégral".

La première table ronde, présidée par le GCA SOUBIROU, était consacrée à la multinationnalité. Il s'agissait de se demander si cette dernière constituait une valeur ajoutée ou un handicap ?

Les intervenants à cette première table ronde étaient le général Randal TIESZEN (Etats-Unis) chef d'état-major du 5^o Corps américain en Europe, le général (air) Jean-Patrick GAVIART, sous-chef opérations de l'état-major des armées, le général Ben BARRY (GB) de l'état-major de l'Armée de terre, le général Harald QUIEL (ALL) chef d'état-major du Corps européen, les commandants Francisco Javier HERNANDEZ ZARATIEGUI (ESP) et Gilles HABEREY officiers stagiaires du Cours supérieur d'état-major, et l'amiral Jean DUFOURCQ du comité militaire de l'Union européenne.

Pour tous les intervenants, la multinationnalité est à présent un paramètre incontournable dans la gestion des crises comme dans les opérations de coercition.

La multinationnalité confère à la force une légitimité politique, éthique et morale, traduit une philosophie commune dans la conduite des opérations, et permet de porter l'engagement au plan politique. Par ailleurs, elle procure une diversité militaire issue de la combinaison des effets et de l'économie des efforts.

Enfin, l'expérience du Corps européen engagé dans la KFOR et les témoignages au quotidien de la multinationnalité dans les opérations depuis dix ans, montrent que celle-ci ne constitue jamais un obstacle quand la mission reste l'objectif poursuivi, en dépit de difficultés culturelles, linguistiques, et des délais qu'elle génère.

Parmi les conditions nécessaires, autres que l'interopérabilité des systèmes, pour que la multinationnalité ne soit pas un handicap, il a été souligné :

- l'importance de la formation fondée sur des principes communs,
- la volonté de s'intégrer,
- l'acceptation des structures de subordination,
- la volonté de contribuer à la cohésion,
- la confiance entre les contingents nationaux.

Parmi les handicaps que la multinationnalité génère, il faut citer :

- la langue en particulier pour les Français, même si tout le monde s'accorde à dire que des efforts très importants ont été faits dans la pratique de la langue anglaise depuis une dizaine d'années,
- la double chaîne de commandement. En effet, la poursuite d'objectifs nationaux peut nuire à l'état final recherché commun,
- les règles d'engagements qui peuvent varier dans leur interprétation compte tenu de la diversité culturelle des pays qui composent la force,
- l'accroissement des délais dus à la définition de consensus.

DOCTRINE

CDES international doctrine Forum, 15th June 2001

by major PANEL,

research and documentation centre of the Army command
for doctrine and higher military education

On Lieutenant General SOUBIROU's [LTG SOUBIROU heads the Army command for doctrine and senior military education (CDES)] initiative, the CDES Research Center organized its second doctrine forum on June 15th, 2001 at the Ecole Militaire [proceedings can be found on the CDES Web Site (www.cdes.terre.defense.gouv.fr)]. The previous forum (June 2000) that focused on "ground forces action in contact with reality" had been a success. This year's forum was characterized by its doors wide open to allied countries and civilian sector representatives. Chaired by the Army Chief of Staff and sponsored by the Defense Secretary, the forum goal was to debate the following theme:

«Toward a European vision for ground forces employment?»

The lectures interest, the debates relevance and the audience quality turned this forum into a world-class event. The audience consisted of more than 500 people, including senior civil government officials, numerous retired and active duty general officers, military commanders, staff college students (114th year group), representatives from the Ecole d'Etat Major (Combined General Staff Course equivalent), university students, scientists and university professors, representatives from several ministries (Interior, Foreign Affairs, Cultural Affairs, Communications, Social Affairs, Health), from the corporate world (Thalès, EADS, GIAT industrie, France Télécom, Aérospatiale-Matra-Missiles, Euromissile, CEGETEL, SAGEM,...), from the Paris Council, from the European Commission, from various think tank organizations (IFRI, FRS,...), from the media and renown study magazines such as RDN.

Above all, the **large participation of allied military representatives** had to be noticed. Sixteen Military Attaches and nine liaison officers were present, representing 20 countries. High-level authorities representing foreign doctrine commands included **General SANCHEZ DE TOCA** (Spanish MADOC: Spanish Army Command for Doctrine and Training), **General Major WIDDER** (German HEERESAMT: German Army general staff), and **General MILLOTAT** (2nd GE Corps)

Opening remarks were presented by Mr. Jean CLUZEL, Secretary General of the Moral and Political Sciences Academy.

After categorizing the conflicts since World War Two, Mr. CLUZEL outlined basic traits of

the ground forces and the environment into which they have been operating during the past ten years:

- ground forces have become the **indispensable peace supporters**,
- **by nature, conflicts are asymmetrical and ground forces are sometimes provided with unclear mandates**,
- and last, **even if the worst in not always certain, it still remains possible**.

Mr. Jean CLUZEL concluded by reminding us that "**history is our responsibility**" and that Europeans must take into account a double requirement: "**Commitment to moral values and integral humanism**".

Chaired by LTG SOUBIROU, the first round-table theme was multinationality. Is it an added value or a handicap?

The participants in this first discussion were **General (USA) Randal TIESZEN**, Chief of Staff 5th (US) Corps in Europe, **General (FR AF) Jean Patrick GAVIART** Deputy Chief of Staff for Operations at the French Joint Chief of Staff, **General (UK) Ben BARRY** from the Army Staff, **General (GE A) Harald QUIELL** Chief of Staff Eurocorps, **Major (SPA) Francisco Javier HERNANDEZ ZARATIEGUI** and **Major (FRA) Gilles HABEREY**, CGSC students and **Rear Admiral (FRN) Jean DUFOURCQ** from the European Union Military Committee.

All participants agreed that multinationality has become an unavoidable issue in crisis management as well as in coercion operations.

Multinationality provides the force with a political, ethical and moral legitimacy, it expresses a common philosophy during the conduct of operations and allows the commitment to be brought at the political level. In addition, it offers a military diversity that comes from the effects combination and the efforts saving.

And last, the Eurocorps KFOR experience and the reports over the past ten years concerning multinational day to day life in operation show that despite some cultural and language problems, and the additional delays such problems generate, multinationality **never becomes an obstacle as long as the mission remains the goal**.

In order to prevent multinationality from becoming a handicap, and in addition to systems interoperability the following considerations must be addressed:

- importance of training based on common principles,
- common will for integrating force,
- acceptance of the command structures,
- common will to contribute to the cohesion,
- mutual trust among national contingents.

Some of the handicaps linked to multinationality:

- language (especially for the French, despite the huge efforts in the practice of the English language during the last decade),
- the existence of dual chain of command. As a matter of fact, pursuit of national objectives could be detrimental to desired common goals,
- the rules of engagement that can be interpreted differently according to the cultural diversity of force contributing nations,
- the increased delays caused by the search for consensus.

DOCTRINE



Parmi les idées exprimées pour l'avenir, figurent :

- la mise en œuvre d'une planification commune,
- la nécessité d'intégrer la multinationalité dans la formation des cadres,
- le souhait américain de mieux s'intégrer dans la multinationalité,
- le concept de noyau dur "core HQ", à l'instar de l'expérience du Corps européen comme HQ KFOR, qui a permis d'intégrer sans heurt d'autres nations et de réaliser d'emblée la cohésion nécessaire,
- le niveau souhaitable de la multinationalité dans la constitution des forces doit se situer, en coercition de force, au niveau brigade voire division et, en maîtrise de la violence, au niveau bataillon,
- enfin, en dépit des nombreuses incertitudes politiques sur l'avenir de l'Union européenne et de la dualité des engagements (UE et OTAN), l'Europe reste un champ d'expérimentation et d'application de la multinationalité dans lequel il faut s'engager "le plus vite possible" sans attendre la levée de toutes les questions doctrinales ou capacitaires.

La seconde table ronde, présidée par le **GDI LEBOURG**, était consacrée à "l'approche capacitaire de la gestion européenne des crises" et "à la dynamique de partage" attendue de la multinationalité.

Les intervenants à cette seconde table ronde étaient le **colonel David POTTS** (GB) représentant le général directeur britannique de la doctrine et du développement britannique (DGD&D), le **général Rainer JUNG** (ALL) général adjoint du commandement de la force d'action terrestre pour les affaires territoriales nationales, le **professeur Serge SUR**, professeur de droit public à l'université Paris II et directeur du centre de recherche Thucydide, le **colonel Pierre DOLO**, de la direction générale de la gendarmerie nationale, le **général Pierre**

de SAQUI de SANNES commandant la 9^{ème} brigade d'infanterie de marine, et **monsieur Eric CHEVALLIER** conseiller auprès du ministre délégué à la santé.

① Sur les questions du commandement et du renseignement, les intervenants ont tenu à souligner en particulier que :

- les opérations sont conduites dans un environnement multifonctionnel et pas seulement militaire,
- le succès d'une opération multinationale est fonction de la capacité d'une nation à prendre l'ascendant (le *leadership*).

② Concernant les domaines moins classiques de la multinationalité comme les actions civilo-militaires (ACM) et la communication, deux idées majeures ressortent des interventions :

- les ACM concourent à l'acceptation de la force par les belligérants et les populations locales. De plus, leur perception est fonction des intérêts propres à chaque nation ; ainsi l'Allemagne cherche en particulier aux travers des ACM à favoriser le retour de ses 300 000 réfugiés bosniaques,
- l'importance d'une opération est fonction de son ampleur médiatique plus que des objectifs qu'elle ambitionne d'atteindre.

③ Sur les théâtres d'opérations extérieurs, l'absence de corpus juridique commun et la délicate question du maintien de la paix publique, ont donné lieu aux échanges d'idées suivants :

- la difficulté de bénéficier de mandats clairs résulte de trois facteurs : la fin du monopole de l'ONU sur la fixation des mandats, la diversification des missions (coercition, PSO (*peace support operation*), mais aussi mission de police,...), la démultiplication des intervenants (contingents multinationaux, acteurs civils, ONG, fonctionnaires internationaux, partenaires industriels,...). Cela se traduit alors par l'instauration de négociations permanentes,
- l'absence de règles de droit pour les situations de crise a été unanimement soulignée et appelle la création d'un corpus pénal. Face à un besoin juridique croissant, deux droits nouveaux ont été avancés : il s'agit d'une part, d'un droit de principe, comme instrument de légalisation de la mission permettant de garantir les droits de l'homme, de se mettre d'accord sur les conditions d'application des ROE (*rules of engagement*), et de disposer d'un code administratif et pénal provisoire pour régler les litiges, et d'autre part, d'un droit de situation pour tenir compte des spécificités du droit local, des conditions particulières du retour à la paix, et de l'évolution de la mission,

• face aux besoins de sécurité des populations et de restauration des structures administratives et juridiques de la cité, les forces armées ont été amenées à élargir leur mode d'action en y intégrant des missions de police. Deux situations se dégagent : d'une part, celle visant à renforcer les forces de police locales, et d'autre part, celle agissant en substitution des polices locales défaillantes et nécessitant des actions de maintien de l'ordre, de protection des biens et des personnes et de restauration des tribunaux. La décision prise au Sommet européen de FEIRA en juin 2000 de créer une force de police internationale témoigne de la prise en compte par l'Union européenne de ce nouveau besoin.

④ Par ailleurs, les intervenants n'ont pas éludé la question de l'utilité des forces terrestres et des ambiguïtés possibles dans la répartition des rôles avec les acteurs humanitaires.

- les opérations de résolution de crise pourraient être interprétées par certains comme une justification des militaires en temps de paix. Cependant la question existentielle des forces terrestres ne se pose pas car leur nécessité sur les théâtres d'opération n'est pas contestée, comme en témoigne leur présence depuis 10 ans dans les Balkans, ainsi que lors de la guerre du Golfe,
- l'action des militaires dans le cadre de l'assistance humanitaire reste un domaine épineux qui trouve une réponse satisfaisante dès lors que les deux principes suivants sont respectés : la valeur ajoutée de chacun ne doit être mesurée qu'au travers du service rendu à la population, et l'articulation civile et militaire doit être trouvée sur la base de compétences propres.

Enfin, le général d'armée CRENE, chef d'état-major de l'Armée de terre, a apporté la conclusion.

Il a souligné les efforts menés par le CDES depuis sa création le 01 janvier 1999. L'Armée de terre s'est engagée dans un renouveau doctrinal lié au retour de la stratégie d'action, à un besoin de cohérence face au nouveau contexte, à la vision multinationale de l'emploi des forces terrestres, et à la construction d'une Europe de la défense. Mais surtout, le CEMAT a clairement indiqué que cette réflexion doctrinale sur l'emploi des forces terrestres devait être conduite en commun avec nos alliés, donnant ainsi tout son sens au contexte multinational de nos engagements. ■

DOCTRINE

Some of the expressed ideas for the future:

- common planning implementation,
- integrating multinationality into officers and NCOs' education,
- the US wish for better multinational integration,
- the "core HQ" concept, similar to the Eurocorps one as KFOR HQ, that has permitted a smoother integration of other nations and the immediate required cohesion,
- for a coercion force, the most effective multinational level, as far as force building is concerned, must remain the brigade or even the division. For violence mastering, the multinational battalion is considered most effective,
- and last, in spite of many political uncertainty about the European Union future and the duality of its commitments (EU and NATO), Europe remains a good environment for testing and implementing multinationality, which is the direction where to go as fast as possible without waiting for an answer to all the questions about doctrine and capabilities.

Chaired by MG (FRA) LEBOURG, the second round-table theme was twofold, "capability - linked approach to European crises management", and "sharing dynamics", an expected consequence of multinationality."

The participants in this second round-table were: **Colonel (UK A) David POTTS** representing the general Director for Doctrine and Development (DGD&D), **General (GE) Rainer JUNG** deputy commander of the ground force, in charge of national territorial affairs, **Professor Serge SUR**, a law teacher at Paris II university and director of the Thucydide research center, **Colonel (FR Gendarmerie) Pierre DOLO** from the Gendarmerie Com-mand, **General (FR A) Pierre SAQUI de SANNES** commander of the 9th Marine Brigade, and **Mr. Eric CHEVALLIER**, advisor to the Health Secretary.

① Regarding C2 (command and control) and intelligence, the participants emphasized:

- operations are conducted in a **multifunctional environment**, and not only a military one,
- the success of a multinational operation is linked to the **ability of a nation to assume the leadership role**.

② Regarding the multinationality less conventional domains of **CIMIC and communication**, two major points were brought up:

- CIMIC actions help the **force to be accepted** by the belligerents and the local population. In addition these actions are **perceived differently depending on each nation's own interests**: For instance Germany tries, especially by its CIMIC actions, to favor the repatriation of its 300 000 Bosnian refugees,
- the importance of an operation depends more on the extent of its media impact than on the goals it is supposed to reach.

③ The lack of a common legal corpus and the sensitive question of how to maintain law and public order in overseas theater brought up the following ideas:

- the lack of clarity in the received mandates is the consequence of three factors:
 - the end of the UN monopoly as far as mandate definitions are concerned,
 - the variety of the missions (coercion, PSO: Peace Support Operations, but also police actions,...),
 - and the large number of participants (multinational contingents, civilian bodies, NGO, international civil servants, corporate partners,...), which entails the establishment of permanent negotiations.
- the lack of legal rules for crises situations has been unanimously underlined. The situation calls for the creation of a **penal corpus**. In front of a growing judicial need, two new types of laws have been proposed:

- a **principle law**, that legalizes a mission permitting to guarantee the human rights, to agree on the ROEs (Rules of Engagement) implementation conditions, and to be provided with a provisional administrative and penal law in order to settle the disputes,
- a **contingency law** that takes into account the local jurisdictions specificities, the peace restoration specific conditions and the mission evolution.
- facing the populations security needs and the requirements for restoring the city administrative and jurisdictional structures, the armed forces have had to widen their courses of action by including in them police missions. Two types of situations can be envisioned: On the one hand, acting as a **local police**

reinforcement and, on the other hand, as a **substitute for a defaulting local police** i.e. situations that require actions to maintain law and order, to protect peoples and properties, and to restore judicial courts. The decision, taken at the European summit of FEIRA in June 2000, to create an international police task force, demonstrates that the European Union has taken into account this new requirement.

④ In addition, the participants have not put aside the issues of **ground forces usefulness** and of the **ambiguities that might appear when sharing the tasks with humanitarian organizations**:

- some people might interpret crises management operations as a justification of the military in peacetime. **However the ground forces existence is not called into question since the need for them on the theaters of operations is not challenged**, their presence for the last ten years in the Balkans and during the Gulf war proves it.
- the military action within a humanitarian aid framework remains a thorny problem that can find a satisfying solution as soon as the following two principles are respected:
 - each one's added value can only be evaluated by appraising the extent of the **service rendered to the population**,
 - the civilian-military proper mix must be **found according to proper competencies**.



Final remarks were offered by General CRENE, Army Chief of Staff.

He highlighted the efforts conducted by CDES since its creation, 1st January 1999. **The Army is going through a doctrine renewal** linked to the return to the action strategy, to a need for coherence in front of the new environment, to the multinational vision of ground forces employment, and to the construction of the Europe of defense.

The **Army Chief of Staff clearly stated that our doctrinal thinking effort about ground forces employment must first and foremost be conducted in common with our allies**, thus giving a real meaning to the multinational context of our engagements. ■

DOCTRINE

Multinationalité dans les opérations de coercition

par le général GAVIART,
sous-chef opérations à l'état-major des armées

Cet article est un extrait de l'intervention faite par le général (air) Jean-Patrick GAVIART, sous-chef opérations à l'état-major des armées, lors du forum de doctrine du 15 juin 2001.

Les enseignements que l'on peut tirer aujourd'hui des opérations des récentes opérations multinationales, peuvent opposer efficacité opérationnelle et multinationalité. D'une manière très simple je voudrais :

- ✓ dans un premier temps, ébaucher les caractéristiques de la multinationalité,
- ✓ puis, développer les effets néfastes, au sens opérationnel, d'une opération multinationale,
- ✓ enfin, mesurer ce qu'une opération multinationale peut apporter de positif.

LES CARACTERISTIQUES DE LA MULTINATIONALITE

La multinationalité est avant tout d'ordre politique. Aujourd'hui, la communauté internationale joue un rôle de plus en plus actif dans les crises. La France souhaite donc placer son action en général et plus particulièrement celles de ses forces armées dans le cadre de sa participation au règlement général des conflits et des crises. Inversement, la France ne souhaite plus s'engager seule dans le règlement d'une crise,

prises à part les éventuelles atteintes de ses intérêts vitaux. L'exception pourrait être l'évacuation de ressortissants. En première ébauche, l'état-major interarmées (EMIA) planifie des opérations d'évacuation des ressortissants d'une manière strictement nationale. Mais bien sûr, très rapidement, des contacts sont pris, après accord du CEMA, avec d'autres nations possédant des ressortissants, dans le pays considéré, pour travailler d'une manière bilatérale voire multinationale.

Dans le cas particulier d'une opération de coercition, un recours à la force ne peut se justifier aujourd'hui que par la multinationalité. Les missions de coercition ne s'effectueront donc que dans un cadre multinational. Il faut avoir l'aval politique de l'ONU, de l'Union Européenne ou d'un grand nombre de nations. En conséquence, on peut dire que désormais et à un horizon prévisible, la multinationalité est un paramètre incontournable que le chef militaire doit intégrer dans sa mission.

LES FAIBLESSES EN MULTINATIONAL

Quelles sont toutefois les faiblesses que l'on peut identifier lorsque l'on travaille en multinational ? Sur ce sujet, nous avons à notre disposition

des retours d'expérience intéressants. La structure de commandement est multinationale, les PC sont multinationaux, mais il reste toutefois des sensibilités et des sentiments nationaux qui peuvent s'exercer et qui s'exercent. Sans l'avouer officiellement, chaque pays impliqué dans la crise poursuit un objectif spécifique, dont il a la charge, pour veiller à protéger ses intérêts. Lors des frappes aériennes du printemps 1999, il y avait, au sein de chaque nation, un officier qui veillait au strict respect entre les cibles visées par les appareils de son pays et celles qui avaient été approuvées par ses instances nationales.

Il existe donc bien au sein d'une coalition un représentant national. Ce n'est pas une particularité française, c'est le cas de toutes les nations engagées dans une coalition. Chaque pays énoncé précise ses règles d'engagement de ses troupes. Ainsi, au niveau de la légitime défense, il existe des différences entre les règles françaises et les règles anglo-saxonnes. Les différents contributeurs peuvent définir des règles d'engagement plus restreintes que celles édictées dans le plan d'opération. C'est un problème important qu'il faut savoir gérer sur le terrain.

DOCTRINE

Multinationality in coercive operations

by général GAVIART,
joint chief of staff deputy operations

This item has been extracted from the talk given by general (Air) Jean-Patrick GAVIART, Joint Chief of Staff deputy operations, at the doctrine forum held on June 15, 2001.

Today, lessons to draw at the present from recent multinational operations could induce to oppose operational efficiency to multinationality. In a very simple way I would like:

- ✓ first, to outline multinationality characteristics,
- ✓ then, to elaborate on the wrong effects, in an operational sense, of a multinational operation,
- ✓ at last, to assess what a multinational operation can bring on the positive side.

MULTINATIONALITY CHARACTERISTICS

Multinationality is, above all, a matter of politics. Nowadays the international community takes a more and more active part in crises. Therefore France intends to set her action, generally speaking, and, more specifically, these actions of its armed forces, within the framework of her participation to the general settlement of conflicts and crises. Conversely, France does not wish any more to get involved alone in crisis settlement, except in case of threat to its vital interests.

The exception could be an evacuation of nationals. As a first rough outline, the Joint Planning Staff (EMIA) plans for evacuation operations of nationals in a strictly national way. However it is sure that, very early, contacts would be established, on Joint Chief of Staff agreement, with the other nations having nationals in that country, in order to work bilaterally or on a multinational mode.

In the specific case of a coercive operation, the use of force can only be justified through multinationality. Coercive missions will only be carried out within an international framework. The political consent of the UN, the European Union, or of a large number of nations is necessary. Consequently, we can assert that, from now on and until a foreseeable future, multinationality is an unavoidable parameter to be integrated in their missions by military commanders.

WEAKNESSES IN A MULTINATIONAL MODE

What weaknesses can be identified when working in a multinational

mode? Some experience drawbacks are available about this topic. The command structure is multinational, command posts are multinational, however remaining national sensitivities and feelings may and do operate.

Without admitting it officially, during a crisis, each participating country strives toward a specific goal, of which it is responsible, to protect its own interests. During the air strikes, in spring 1999, there was inside each nation, one officer watching the strict accordance among those targets attributed to national aircraft and those approved by its national authorities. Therefore, within a coalition, a national representative really exists. This is not a French specificity; It is true with all nations engaged in a coalition.

Each country lays its own rules of engagement. Thus for self-defense, there are differences from the French rules to the Anglo-Saxon ones. Contributing nations may establish more restrictive rules of engagement than those laid in the operation plan. It's an important matter that we must be able to manage in the field.

DOCTRINE

L'APPORT DE LA MULTINATIONALITE A L'EFFICACITE OPERATIONNELLE

Les prises de décision, surtout lorsqu'on agit au sein d'instances internationales qui n'ont pas une vocation militaire (UE, ONU ou OSCE) peuvent se traduire par des retards car il est nécessaire d'obtenir un consensus. Il existe donc une course entre le processus décisionnel qu'il faut savoir maîtriser et l'intervention, surtout si les événements se précipitent. En termes de réactivité, la capacité de faire face à un événement imprévu dans les délais suffisants est difficilement compatible avec l'accord de tous les contributeurs.

Les missions sensibles sont aussi parfois l'objet de contrôles nationaux. A titre d'exemple, évoquons le porte-avions : pour les Français, il devait rester sous le contrôle opérationnel du CEMA, il n'était donc pas confié à l'Alliance.

Parlons des échecs ! Au sein d'une coalition qui a besoin de perdurer, les échecs fragilisent la multinationalité. Effectivement, plus une coalition est importante plus elle est efficace, à condition de rester soudés.

Enfin, il existe un langage commun qui peut être un barrage en particulier pour nous, Français. Je crois que ce barrage est en train de se lever aujourd'hui, et nos officiers, grâce à l'expérience du terrain, manient la langue de Shakespeare bien mieux que nous la pratiquions, il y a quelques années.

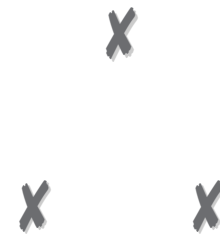
La multinationalité n'apporte pas que des contraintes. Une connaissance mutuelle, un entraînement en commun, une prise en compte des sensibilités de chacun, peuvent accroître l'efficacité d'une coalition.

Ce qui renforce l'efficacité d'une coalition, c'est la capacité d'anticiper. Anticiper en terme de planification surtout car les études menées en amont sont conduites de façon très poussée. Parallèlement, plus les pays participants apprennent à travailler ensemble, et plus les risques imprévus deviennent faibles.

Il faut tenir également compte du fait qu'il existe une hystérésis entre le moment où on se décide et le moment où la planification est définie, surtout si cette planification doit être bâtie avec le consentement de plusieurs nations. C'est pourquoi il faut anticiper !

Autre point, l'interopérabilité. Il est nécessaire de s'entraîner en commun, au niveau des états-majors, au niveau des forces sur le terrain de telle sorte que l'on puisse maîtriser les techniques communes, réagir de façon cohérente face aux événements et bien évidemment parler la même langue opérationnelle.

La connaissance des règles d'engagement de chaque contingent en opération est une nécessité. Ainsi, le commandant d'une brigade internationale peut engager un contingent étranger possédant des contraintes d'engagement moins fortes que son propre contingent, en toute connaissance de cause.



En conclusion, il ne faut donc pas opposer efficacité opérationnelle et multinationalité.

Ce sont deux données d'ordre différent :

- l'une est politique et devient désormais un paramètre incontournable de toute opération,
- l'autre peut être maîtrisée par l'anticipation lors de la préparation, l'entraînement et une meilleure connaissance mutuelle. ■

DOCTRINE

Decision-making, mainly when acting within international organizations with no military vocation (EU, UN or OSCE) can result in delays because of the necessary consensus. There is then a race to match the decision process that must be mastered and the force commitment, especially as events accelerate. In terms of reactivity, the capacity to face unexpected events within time is hardly compatible with a general agreement of all contributors.

Sensitive missions are from time to time submitted to national controls. For example let us call to mind the aircraft carrier: For the French it should remain under operational control of the Chairman, Joint Chiefs of Staff, therefore it could not be under an Alliance control. Let us talk about failures! Amidst a coalition that needs to last, failures weaken multinationality. As a matter of fact, the larger, the more efficient a coalition is, under cohesion condition.

At last, there is a common language that can be a particular obstacle to us, French soldiers. I think that this obstacle is being breached today, and our officers, thanks to field expertise, are much more fluent in the Shakespeare language than we were a few years ago.

MULTINATIONALITY CONTRIBUTION TO OPERATIONAL EFFICIENCY

Multinationality does not bring constraints only. A mutual understanding, common training, acceptance of individual sensitivity, may increase the coalition effectiveness.

What reinforces coalition effectiveness is its anticipation capability. Over all, we have to anticipate in terms of planning mainly because studies initiated well in advance are most thoroughly achieved. In parallel, the more participating countries learn how to work together, the more unexpected risks are alleviated.

It is also necessary to consider the fact of a discrepancy between the decision time and the point when plans are decided, even more if plans are to be built with the consent of several nations. That is why we must anticipate!

Another item, interoperability. It is necessary to run a common training, at staff level, at force level in the field, so that it is possible to master common techniques, to react coherently when facing events and obviously to speak the same operational language.

To know each contingent's rules of

engagement is a must. Thus, an international brigade commander can, deliberately, commit a foreign contingent with lighter engagement constraints than its' own ones.



As a matter of conclusion, operational efficiency and multinationality must not be opposed.

They are two given facts different in nature:

- one is political and becomes from now on an operational unavoidable parameter,
- the other one can be mastered, by anticipating during preparation, by training and having a better mutual understanding. ■

DOCTRINE

Multinationalité au quotidien

par le commandant ZARATIÈGUI (espagnol)
et le chef de bataillon HABEREY,
stagiaires de la 114^{ème} promotion du CSEM

C'est au titre de "premiers exécutants" des principes de la multinationalité en opération extérieure que le commandant Javier ZARATIÈGUI et le chef de bataillon HABEREY sont intervenus dans le cadre du forum annuel du CDES, consacré à cette question. Leur propos se veut donc avant tout un témoignage.

Mon camarade et moi-même avons été engagés, au même titre que nombre de nos camarades actuellement en scolarité au Cours Supérieur d'Etat-Major, dans le cadre d'opérations extérieures multinationales, en temps que chef de section, officier adjoint, commandant d'unité, observateur ou officier rédacteur en état-major.

En effet, sortis d'école de formation pour notre grande majorité à la fin des années 80, nous avons pris part à la majeure partie des opérations menées depuis lors par les armées française et espagnole dans un cadre multinational ONU, OTAN ou autre. Les fonctions que nous y avons assumées nous ont permis de dresser le constat suivant : **la multinationalité au quotidien est avant tout une affaire de relations humaines.** Au-delà des cultures et des structures militaires propres à chaque nation, elle n'est jamais un obstacle lorsqu'elle est préparée en amont et abordée avec la ferme volonté de concourir à la réussite de la mission.

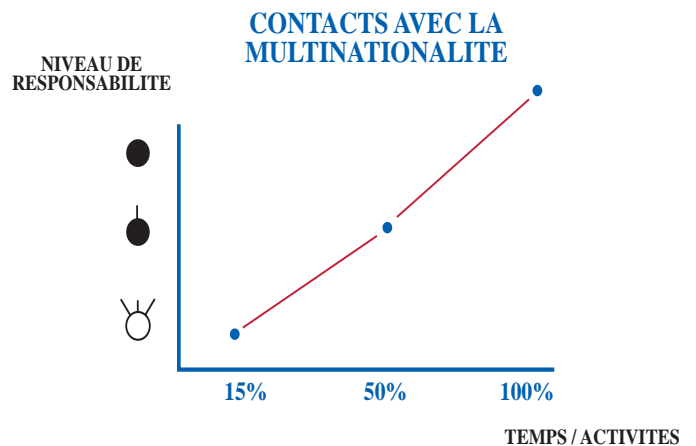
Ainsi, après avoir essayé de montrer comment s'exprime cette multinationalité dans le cadre quotidien des missions à l'extérieur, nous tenterons d'en déterminer, pour les niveaux les plus bas, les avantages et les contraintes, puis de tirer quelques enseignements quant à la manière d'aborder un environnement multinational chaque jour plus inévitable.

GENERALITES : LES FORMES DE LA MULTINATIONALITE

Au niveau de la section, le fait multinational demeure **anecdotique**, et ne se limite qu'à des prises de contact ponctuelles dans le cadre d'échanges. La compagnie est le premier niveau de contact avec les armées étrangères en opération.

En effet, le commandant d'unité est susceptible de recevoir des personnels appartenant à d'autres nations, voire d'agir en collaboration ou au sein d'unités étrangères. Les contacts multinationaux deviennent plus nombreux. Au plan individuel (ONU, OSCE, UE/UEO) le personnel est directement inséré au sein de structures nationales étrangères, multinationales ou supranationales. La multinationalité est dès lors vécue comme un fait permanent.

"réflexes nationaux" subsistent, en particulier vis-à-vis de certaines fonctions (renseignement, ACM, logistique) ou situations (conditions d'engagement en



LES AVANTAGES ET LES INCONVENIENTS : TABLEAU COMPARATIF

Globalement, l'ensemble du personnel cultive l'esprit "communauté internationale" et est convaincu de la "légitimité de l'action". Toutefois des

action de coercition, gestion des possibles pertes humaines). L'enrichissement humain -ouverture d'esprit, découverte de nouvelles cultures ou au contraire de vues communes-, engendré par la multinationalité est indéniable.

Toutefois, il ne faut pas minimiser l'existence de difficulté d'intégration, dues aux problèmes linguistiques, ce qui peut s'avérer un obstacle déterminant. L'apprentissages d'autres procédures, la possibilité de se familiariser avec des matériels militaires et des techniques parfois même transposables à nos forces nationales constituent un autre avantage bien que la difficulté de maîtriser d'emblée des procédures nuit à l'efficacité initiale des personnels.

DOCTRINE

Multinationality on a day to day basis

by major (SP) ZARATIÈGUI and major HABEREY,
class 2001 of the CSEM (French Staff College)

As "first performers" of the multinationality principles in abroad operations Major Javier ZARATIÈGUI and Major HABEREY intervened in the framework of the annual CDES forum dealing with this topic. Their words are essentially meant to be a testimony.

Like a lot of our colleagues presently attending the Advanced Staff Course my friend and myself have been committed as platoon leaders, unit commanders, observers or staff officers within the framework of multinational abroad operations.

Indeed after leaving the training schools in the late 80s most of us took part in most of the operations conducted since that time by the French and Spanish armed forces in UN, NATO or other multinational environment. The functions that we performed enabled us to make the following statement: **Multinationality on a day to day basis is before all a matter of human relations.** Beyond the cultures and military structures specific to each nation it is never an obstacle when it is prepared beforehand and tackled with the strong will to concur in to the mission success.

Therefore after trying to demonstrate how that multinationality is expressed in the daily framework of the abroad missions we will try to determine for the lowest levels its advantages and constraints and then to find out some lessons about the way to tackle a multinational environment that is more inescapable every day.

GENERAL: THE FORMS OF MULTINATIONALITY

At platoon level the multinational fact remains anecdotal and is limited to exceptional contacts with in the framework of exchanges. The company is the first level of contact with foreign armies in operations.

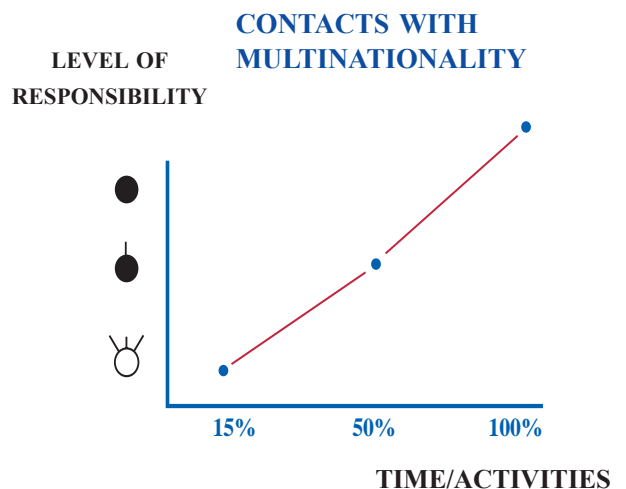
Indeed the company commander may receive personnel from other nations or even act in cooperation or within foreign units.

The multinational contacts are becoming more frequent. At individual level (UN, OSCE, UE/UEO) personnel are directly inserted in foreign national, multinational or supra-national structures. Multinationality is then lived as a permanent fact.

ADVANTAGES AND DRAWBACKS: COMPARATIVE BOARD

Globally the whole personnel develop a taste for the "international community" spirit and are convinced of the "legitimacy of the action". Nevertheless "national reactions" remain concerning particularly

some functions (intelligence, civil affairs, logistics) or situations (rules of engagement for coercive actions, management of possible human fatalities). The human enrichment –



open-mindedness, discovery of new cultures or on the contrary of common views – generated by multinationality is undeniable. Nevertheless the existence of integration difficulties caused by the language problems may prove a determining obstacle that must not be minimized. The learning of other procedures, the possibility to become familiar with military equipment or techniques eventually transposable to our national forces constitute another advantage though the difficulty to directly master procedures is damaging for the initial efficiency of the personnel.

DOCTRINE

AVANTAGES	CONTRAINTES
ESPRIT COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE	RÉFLEXES NATIONAUX
ENRICHISSEMENT HUMAIN	DIFFICULTÉ D'INTEGRATION
CONNAISSANCE PROFESSIONNELLE MUTUELLE	DIFFICULTÉ DE COMPRÉHENSION QUI NUIT À L'EFFICACITÉ
RENFORCEMENT DES MOYENS	LENTEUR DANS LE PROCESSUS DÉCISIONNEL

Les renforcements des moyens de la Force apportent une complémentarité, gage d'efficacité, mais la lenteur qui en découle dans le processus décisionnel, la diversité des règles d'engagement (ouverture du feu, légitime défense), voire la difficulté de leur compréhension conduisent à nuancer ce propos.

LES ENSEIGNEMENTS

De nos différents engagements en opérations extérieures, dans un cadre multinational, nous pouvons tirer quatre enseignements :

- > **Le niveau de multinationalité n'est pas extensible.** Il semble souhaitable que la multinationalité ne descende pas au-delà du niveau du bataillon, et dans tous les cas sûrement pas au niveau de la compagnie. En effet, en cas d'engagement, et quel que soit le mode opératoire, il est préférable de conserver des ensembles nationaux homogènes. Le personnel d'exécution du plus bas niveau doit pouvoir comprendre facilement les ordres qu'il reçoit.
- > **L'uniformisation des procédures** contribue largement à améliorer les

contacts et le dialogue entre les commandants d'unités et leurs commandants de bataillon. Cela nécessite un effort de formation en amont. Sur le plan des matériels, il est évident qu'une meilleure interopérabilité, en premier lieu au niveau européen, soulagerait de manière manifeste les contraintes logistiques (cas de la gestion de parcs de véhicules de différentes nationalités).

- > **L'apprentissage de langues étrangères (langue anglaise + 1 autre langue) et de la bureautique s'avèrent indispensables.** Toutefois, la multinationalité ne peut se limiter à la connaissance parfaite d'une ou de plusieurs langues étrangères, sinon il suffirait d'engager des universitaires linguistes pour armer les états-majors multinationaux. La multinationalité se prépare en amont par une densification des échanges, de nombreux exercices, des entraînements menés en commun...
- > **Les relations humaines restent l'élément fondamental.** Elles peuvent être cependant mises à mal par les structures multinationales : il n'est pas aisé de travailler avec des

partenaires qui n'ont pas la même culture, les mêmes appréciations, et des problèmes de commandement, souvent liés à l'existence de double chaîne, peuvent se poser. Pour autant, la multinationalité repose sur la volonté de remplir la mission, la capacité d'accueil, de compréhension, dont la résultante est une "diplomatie de tous les jours", facteur déterminant de succès de la multinationalité.



La multinationalité est donc avant tout une affaire d'investissement personnel. Au-delà des modes de fonctionnement et des structures militaires propres à chaque nation, elle doit être abordée avec ouverture d'esprit et curiosité de part et d'autre. Elle suppose un effort de formation initiale et la prise en compte des enseignements actuels pour en tirer tous les bénéfices au niveau militaire et civilo-militaire. La réussite des opérations menées en commun, en ex-Yougoslavie ou ailleurs, démontre clairement que le fait multinational est d'ores et déjà une réalité entre européens et ne peut constituer une entrave à la constitution de véritables forces militaires intégrées, européennes ou non. ■

DOCTRINE

ADVANTAGES	CONSTRAINTS
INTERNATIONAL COMMUNITY SPIRIT	NATIONAL REFLEXES
HUMAN ENRICHMENT	INTEGRATION DIFFICULTIES
MUTUAL PROFESSIONAL KNOWLEDGE	UNDERSTANDING DIFFICULTIES DAMAGING EFFICIENCY
ASSETS REINFORCEMENT	SLOWNESS IN THE DECISION PROCESS

The reinforcement of the assets of the Force bring in complementarity i.e. a guarantee of efficiency but the slowness caused in the decision process, the diversity in the rules of engagement (fire opening, self-defense), or even the difficulty to understand them lead to moderate this statement.

LESSONS LEARNED

From our different engagements in abroad operations within a multinational framework we can draw four lessons:

- > **the level of multinationality is not extendable.** It seems desirable that multinationality be limited to the battalion level at the lowest and in any case never at company level. Indeed in case of engagement and whatever the operating mode it is better to keep homogenous national groups. The executing personnel of the lowest level must be able to easily understand the orders that they receive.
- > **standardizing the procedures** greatly contributes to improve the

contacts and the dialogue between the unit commanders and their battalion commanders. This requires a prior training effort. As for the equipment it is obvious that a better interoperability primarily at the European level would clearly ease the logistical constraints (for example the management of vehicle fleets of different nationalities).

- > **learning foreign languages** (English + another language) and practicing computer operating seem indispensable. Nevertheless multinationality cannot be limited to the perfect knowledge of one or more foreign languages otherwise it would be enough to engage language academics to man the multinational staffs. Multinationality must be prepared beforehand by increasing exchanges, numerous exercises, and common training...
- > **human relations remain a basic element.** They can however be hindered by the multinational structures: It is not easy to work with partners who do not have the

same culture, the same estimations and command problems may appear often linked to the existence of a double command chain. Anyway multinationality relies on the will to carry out the mission, the wellcome and understanding capability the result of which is a "day to day diplomacy", a key factor for the success of multinationality.

Multinationality is before all a matter of personal investment. Beyond the operating modes and the military structures suitable for each nation it must be tackled with open-mindedness and curiosity on both sides. It implies an effort of initial training and the taking into account of the present lessons learned to make all the profits at military and civilian-military level. The success of the operations conducted in common in former Yugoslavia or elsewhere clearly demonstrates that the multinational fact is from now on a reality between Europeans and cannot be a hindrance to the building of true integrated military forces whether European or not. ■

Le Corps Européen au Kosovo

par le général Harald QUIEL (Allemagne),
chef d'état-major du Corps Européen

Dès le temps de paix, le Corps Européen est un Quartier Général composé d'un état-major et d'un bataillon d'aide au commandement qui, par essence, sont multinationaux grâce aux cinq Etats membres dont ils dépendent. Ses concepts d'emploi prévoient même une multinationalisation approfondie dans le cadre d'un engagement. La formule "5 plus X" permet au Corps Européen de prendre sous son commandement des unités d'autres nations pour une opération. Ces nations seraient également encouragées à déléguer du personnel pour renforcer l'état-major.

Des officiers de liaison de la Grande Bretagne, des Pays-Bas et de la Turquie sont arrivés à Strasbourg depuis peu, et témoignent de l'ouverture vers d'autres nations européennes sans que nos pays aient décidé d'accepter de nouveaux membres de droit. Au moment où le Corps Européen a été choisi pour commander la KFOR au Kosovo, l'aspect multinational n'a posé aucune difficulté. En effet, les soldats du Corps Européen étaient parfaitement préparés à prendre toutes les responsabilités à la tête d'une opération de maintien de la paix grâce aux nombreux exercices multinationaux et à notre engagement dans le cadre de la SFOR en Bosnie-Herzégovine - presque 500 soldats

lors de 4 mandats successifs. Mais surtout, la multinationalité vécue au quotidien depuis presque dix années d'existence de l'Eurocorps, facilitait le bon déroulement de la mission.

QUELLES ETAIENT LES CARACTERISTIQUES DU HQ KFOR 3 ?

Environ **350 soldats du Corps Européen** - 250 pour l'état-major et une centaine pour le support group - ont été renforcés par 130 soldats en provenance des pays membres du Corps Européen. 23 pays supplémentaires ont apporté leur contribution pour arriver à l'effectif total du QG, soit 975 personnels. Le poste de commandement de la KFOR était composé de soldats et de personnels civils venant de 27 pays, allant de l'Argentine jusqu'à l'Islande. Les grandes nations de l'OTAN, étaient celles qui avaient la représentation la plus importante, à savoir :

- les Etats-Unis,
- la Grande Bretagne,
- la Turquie,
- la Norvège,
- et surtout l'Italie.

Les soldats des nations dont la langue maternelle est l'anglais ont joué un rôle particulièrement important. En tant que "native speakers", ils ont apporté une expertise indispensable

pour le bon fonctionnement du travail fondé sur l'anglais. Au cours de cet engagement notre participation a représenté 40% de l'état-major et, avec 3 officiers généraux sur 9 ainsi que 50% des postes de colonels, le Corps Européen a occupé une partie significative des postes clés. Ce niveau de contribution a permis à l'état-major du Corps Européen de tenir le rôle de "core HQ", c'est-à-dire de noyau, facteur indispensable à une bonne cohésion d'emblée. L'expérience multinationale acquise à Strasbourg a été un des facteurs clés, permettant de s'adapter rapidement au caractère multinational de la mission.



Cet acquis multinational a permis d'intégrer sans heurt majeur tous les renforts en personnel. Une des leçons à retenir est l'importance de la capacité d'intégration d'un "état-major noyau" pour que la multinationalité ait une chance de bien fonctionner. En revanche, je ne suis pas favorable à la solution retenue pour l'avenir du HQ KFOR - passer du système "état-major noyau" à un système de poste de commandement constitué de contributions provenant de beaucoup de HQ et de renforts nationaux. Le facteur intégration dans un tel cas de figure demandera beaucoup plus d'attention et une bonne cohésion sera plus difficilement obtenue.

DOCTRINE

Eurocorps in Kosovo

by general Harald QUIEL (Germany),
European Corps Chief of Staff

From peacetime, the European Corps is a Headquarters including a combined staff and a service support battalion that are essentially multinational thanks to the five member States to which they belong. Its employment concepts even anticipate a thorough multinationalization in case of commitment. The "5 plus X" formula enables the European Corps to assume command of units from other countries for an operation. These countries would also be encouraged to detach personnel to reinforce the staff.

British, Dutch, and Turkish liaison officers lately arrived in Strasbourg, are witnesses of the openness to other European nations, as our countries have not decided to accept new fully-fledged members. At the time when the European Corps has been chosen to take command of the KFOR in Kosovo, no difficulty arose from the multinational aspect. As a matter of fact, European Corps soldiers were perfectly prepared to assume every responsibility at the lead of a peace-keeping operation thanks to the numerous multinational exercises and to our commitment with SFOR in Bosnia-Herzegovina – almost 500 soldiers in 4

successive mandates. But over all, multinationality, daily lived for nearly ten years of existence of the Eurocorps, facilitated a good mission progress.

WHAT CHARACTERISTICS FOR HQ KFOR 3?

Some **350 soldiers of the European Corps** – 250 in the HQ staff and about one hundred in the support group – have been augmented with 130 soldiers coming from European Corps states members. 23 other countries also contributed to reach the HQ total strength, that is to say 975 personnel. The KFOR command post was made up of military and civilian personnel from 27 countries, ranging from Argentina to Iceland. Major NATO nations were mostly represented, i.e.:

- United States,
- Great Britain,
- Turkey,
- Norway,
- and, over all, Italy.

Soldiers from native English speaking nations played a most important part. As "native speakers", they brought an essential expertise to a smooth running of an "in English" work.

During this operation we participated with 40% of the staff strength, and providing 3 general officers out of 9 as well as 50% of O5s, the European Corps held a significant part of key positions. This contribution level entitled the European Corps staff as "core HQ", necessary factor for a sound straightaway cohesion.

The multinational expertise acquired in Strasbourg has been a key factor, making possible to adapt swiftly to the multinational aspect of the mission. This multinational experience enabled the integration of all reinforcements without major clashes.



The importance of the "core HQ" integration capability needed to give a chance of good working to multinationality is a lesson to remind. Nevertheless, I do not favor the adopted solution for KFOR future – to shift from the "core HQ" system, to another one made of a command post built with contributions from numerous HQ and national reinforcements. In such a case, the integration factor will require much more care and it will be much more difficult to achieve a good cohesion.

DOCTRINE

COMMENT LE CORPS EUROPEEN A-T'IL CONÇU L'INTEGRATION DES RENFORTS ?

Pendant les semaines précédant la passation de commandement à Pristina, les officiers généraux, les officiers OF-5 et un certain nombre d'officiers de grades inférieurs, mais occupant des postes importants, ont participé à diverses activités d'entraînement qui se sont déroulées à Strasbourg et ailleurs. Ainsi très rapidement, une bonne cohésion s'est établie et une même vision de la mission s'est imposée. L'intégration au sein du QG de la KFOR 2, jusqu'à la prise de commandement le 18 avril, s'est effectuée en plusieurs rotations d'environ 60 à 80 soldats - une par semaine - étalée sur sept semaines. Ainsi l'intégration des personnels dans l'état-major KFOR 2 d'une part et l'intégration progressive des membres de KFOR 3 d'autre part a été relativement facile.

Un état-major de 650 soldats environ n'était-il pas surdimensionné ? Il est vrai que les mêmes missions et tâches remplies par cet état-major multinational auraient pu être prises en compte par un état-major national à effectifs beaucoup plus réduits. Ce dernier profiterait alors de sa cohésion "naturelle" et de son professionnalisme reposant sur un entraînement commun sur une longue période, un esprit commun, sur une langue commune et bien d'autres avantages.

L'état-major multinational, dans ce sens, signifie toujours un compromis qui consiste à compenser certaines faiblesses qualitatives évidentes par une augmentation quantitative en effectifs. S'y rajoute l'exigence des nations participantes à vouloir

occuper un certain nombre de postes clés pour ainsi s'assurer d'un droit d'intervention dans le processus décisionnel. Une augmentation du nombre "d'indiens" est ainsi inévitable.

Pourtant les avantages inhérents à la multinationalité sont prédominants et le Corps Européen en a fait la preuve. Ce sont :

- ⇒ son caractère de solidarité en vue d'un problème commun à résoudre,
- ⇒ sa richesse d'idées émanant de cultures différentes,
- ⇒ son sens de la diplomatie qui prévaut entre partenaires,
- ⇒ ses qualités de tolérance face aux opinions opposées,
- ⇒ sa valeur pour la connaissance mutuelle des peuples et certainement d'autres avantages.

Le Corps Européen a rempli une mission bien complexe et difficile dans le cadre d'un état-major multinational, qui dépassait largement la dimension de ses cinq nations membres. Ses actions ont été couronnées de succès. Pour cela il a été important que certaines conditions liées aux personnes soient réalisées :

- ⇒ avant tout une bonne maîtrise d'une langue commune, bien sûr de l'anglais,
- ⇒ une compréhension commune de la mission chez tous les participants,
- ⇒ une formation militaire fondée sur des principes comparables,

- ⇒ la maîtrise de l'équipement mis à la disposition, ce qui conditionne un certain entraînement commun avant le début de l'opération,
- ⇒ une volonté de s'intégrer dans un système militaire inaccoutumé,
- ⇒ une acceptation totale de structures de subordination avec des supérieurs venant d'autres nations,
- ⇒ et finalement la volonté de contribuer à la cohésion du personnel du QG.



Mais ces exigences individuelles doivent se fondre dans un ensemble commun soudé et réactif pour fonctionner au mieux. Seul un noyau très fort provenant d'un état-major du temps de paix et qui bénéficie d'une reconnaissance multinationale peut assurer cette cohésion dans des délais raisonnables étant donnés les six mois auxquels se limite l'engagement.

La multinationalité est une valeur ajoutée et pas du tout un handicap ! ■

DOCTRINE

WHAT IS THE EUROPEAN CORPS CONCEPT FOR REINFORCEMENTS' INTEGRATION?

During weeks before the change of command in Pristina, general officers, O5s, and some lower ranking officers in charge of important responsibility posts, participated in various training activities that took place in Strasbourg and in another places. In this way very quickly, a good cohesion was established and a same vision of the mission has prevailed. Integration within KFOR 2 HQ, until the change of command that took place on April 18, has been worked out through several shifts of 60 to 80 soldiers each, on a weekly basis spread over seven weeks. Therefore, personnel integration within HQ KFOR 2 on the one hand, and progressive integration of KFOR 3 members on the other hand, has been relatively easy.

Wasn't a 650 strong HQ oversized?

It is true that a much smaller national staff could have assumed the same missions and tasks as fulfilled by this international HQ. It would then have benefited its "natural" cohesion and its professionalism issued from long common training, common spirit, common language and many other advantages.

In this way, a multinational staff always means a compromise that consists in compensating for some obvious weaknesses in quality, through a quantitative personnel increase. Added, participating

nations demands to fill key functions in order to ensure their right to step in the decision process. An increased number of "anonymous staff workers" is then unavoidable.

However inherent advantages of multinationality are prevailing and the European Corps proved it. They are:

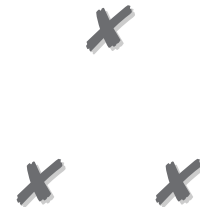
- ⇒ its character of solidarity keeping in sight the resolution of a common problem,
- ⇒ its richness of ideas proceeding from various cultural backgrounds,
- ⇒ its sense of diplomacy that prevails among partners,
- ⇒ its tolerance qualities when facing conflicting opinions,
- ⇒ its value for people mutual understanding and, of course, other advantages.

The European Corps achieved a very complex and difficult mission within the framework of a multinational HQ that greatly exceeded its five-member nations' scope. It has been totally successful.

To reach this result it was important to meet some personnel related conditions:

- ⇒ first of all, a fair mastering of a common language, obviously the English one,
- ⇒ an all participants' common understanding of the mission,

- ⇒ a military education based on matching principles,
- ⇒ the mastering of available equipment, conditioning some common training before the start of the operation,
- ⇒ willingness to integrate an unusual military organization,
- ⇒ full acceptance of subordination structures under foreign commanders,
- ⇒ and, eventually, the will to contribute to cohesion within the HQ.



However to work at the best, these individual obligations have to be melted in a unified and fast reacting common setting. A very hard core, only, issued from a peacetime HQ and benefiting a multinational acknowledgement is able to achieve such a cohesion within acceptable time limits, given the six month duration of each tour.

Multinationality is a plus and in no way any handicap! ■

DOCTRINE

Le COCOOPS : le cycle 2001-2002 des études opérationnelles

par le colonel Martin,
du Centre de Recherche et de Documentation du CDES

DES BESOINS PARFOIS DIFFICILES A CONCILIER

Il est tentant pour tout esprit se prévalant de Descartes de souhaiter respecter une certaine logique dans l'élaboration et l'utilisation des documents de doctrine. Ainsi, le processus idéal pourrait s'articuler autour de trois phases principales : la première correspondrait à la définition de "ce que l'on veut faire". Après que les choix fondamentaux en matière de défense aient été faits au plus haut niveau de l'Etat, l'Etat-major des armées élaborerait un concept d'emploi au niveau interarmées. Celui-ci serait ensuite décliné par l'état-major de l'Armée de terre en un concept d'emploi des forces terrestres. Sachant désormais ce que l'on veut faire, il serait alors relativement simple de passer à la seconde étape qui consisterait à préciser le "comment le faire", et pour cela imaginer une doctrine d'emploi des forces et de rédiger les documents correspondants. Stricto sensu ceux-ci pourraient alors être de trois types : les manuels d'emploi des unités, les notices relatives à l'emploi des matériels [qui ne doivent pas être confondues avec les notices techniques de mise en œuvre d'un matériel rédigées, par exemple, par l'arme du Matériel], et les mémentos ayant plutôt vocation à fixer les procédures. Ainsi, dans un troisième temps, l'utilisateur final disposerait, avec l'ensemble des documents de doctrine, d'un outil lui permettant d'organiser les moyens, d'entraîner les forces et de conduire les opérations qui lui sont confiées.

Pour idéal qu'il soit, ce processus est néanmoins irréaliste. En effet, en fonction du niveau considéré, les

horizons, voire même les logiques ne sont pas parfaitement identiques, quand elles ne s'opposent pas. Par essence, les niveaux les plus élevés raisonnent à un horizon relativement lointain, évoluent le plus souvent dans un milieu interarmées, et sont attentifs à conserver leur entière liberté d'action. Il est donc sage pour eux de "prendre leur temps", notamment lorsque les choix qu'ils ont à faire engagent lourdement l'avenir. Tout autre sont les besoins de l'utilisateur final. Le caractère immédiat de son action impose de disposer en l'instant des réponses aux questions qu'il se pose. Son besoin est encore accru de nos jours par la crainte de voir engagée sa responsabilité pénale. Il estime, du reste, que ses exigences sont d'autant plus légitimes qu'il est le maillon opérationnel engagé sur le terrain, ou susceptible de l'être.

Il faut bien reconnaître qu'actuellement le processus d'élaboration des documents de doctrine s'est en partie inversé. Pour répondre aux légitimes besoins immédiats, des documents de niveau 3 : document relatif à une fonction opérationnelle et du niveau inférieur au régiment, sont souvent produits avant que ceux du niveau supérieur, voire même les concepts n'aient été élaborés.

Lutter contre ce phénomène est peu productif, aussi les règles suivantes ont-elles été élaborées. Elles doivent être respectées si l'on veut assurer un fonctionnement correct de l'ensemble du dispositif.

- ① Les documents de doctrine ont pour seule finalité d'éclairer la décision du chef sur le terrain. Ils ne sont donc **ni un répertoire de solution, ni, surtout, un substitut à son ordre.**
- ② La raison d'être des documents de doctrine est de répondre aux besoins de l'utilisateur final. Il importe de le

faire dans les délais les plus brefs. Aussi doivent-ils être rédigés dès l'apparition d'un besoin réellement pressant.

- ③ Mais de ce fait, les documents de doctrine sont **imparfaits**. Ils doivent donc évoluer, en fonction du besoin **et** des décisions prises à l'échelon supérieur.
- ④ Aussi, afin d'assurer la cohérence de l'ensemble, les organismes responsables de l'élaboration des différents documents **sont-ils tenus** d'y intégrer les modifications apportées par les décisions prises à l'échelon supérieur.

Ces principes posés, il était nécessaire de déterminer les études qui, en fonction des besoins, mais aussi du plan de charge de chacun des acteurs, seraient conduites lors du cycle 2001-2002 et figureraient donc dans le "catalogue COCOOPS : Comité de Coordination des études Opérationnelles".

UN EFFORT TRES IMPORTANT DE RATIONALISATION DU PROCESSUS D'ELABORATION DU CATALOGUE

Jusqu'à cette année, le COCOOPS était réuni deux fois en séance plénière. Lors d'une première, au mois de juin, il arrêta le catalogue à proposer au CODIROPS (Comité Directeur des études Opérationnelles présidé par le général major général). Avec la seconde, dans la deuxième quinzaine de septembre, il lançait officiellement les études retenues par ce dernier. Pour intéressant qu'il soit, ce schéma présentait néanmoins un double inconvénient :

- la coordination de l'ensemble se faisait en séance plénière, alors que nombre d'études n'intéressent directement que les membres de la fonction opérationnelle concernée,

DOCTRINE

The 2001-2002 cycle of operational studies

by colonel MARTIN,

research and documentation centre of the Army command
for doctrine and higher military education

NEEDS SOMETIMES DIFFICULT TO RECONCILE

To minds that pride themselves on a Descartes way of thinking, it is tempting to wish some logic respect when elaborating and using doctrine documents. So, the ideal process could articulate on three main phases: The first one would cover a definition of "what we intend to do". When fundamental choices concerning defense have been made at the higher level of the State, the Joint HQ (EMA) would elaborate an employment concept at joint level. The department of the Army staff (EMAT) would then put it into an employment concept for land forces. Then knowing what we intend to do, it would be relatively easier to step into the second stage that would cover the "How to do it" and in this purpose to think a force employment doctrine and to write down relevant documents. *Stricto sensu* these documents could be of three kinds: Units' employment manuals, equipment employment handbooks [not to be confused with technical working instructions issued, for instance, by the Ordnance Corps], and leaflets more intended to set procedures. Thus, in a third phase, users would have, with this set of doctrine documents, a tool permitting to organize means, to train forces and to conduct operations they are entrusted with.

Maybe ideal, nevertheless this process is not realistic. As a matter of fact, according to the considered level,

the scope, and logics also are not strictly identical, when they do not conflict. Essentially, higher levels think relatively more ahead, they most often live within a joint environment, and they pay attention in retaining a full freedom of action. To them, it is wise to "amble", especially when choices they have to make heavily hamper future decisions. Quite different are the needs of the final user. The immediate character of his action makes it necessary to get on the spot answers to his interrogations. His need has all the more increased nowadays because of the feeling that he could be legally indicted. His assessment, anyway, is that his requirements are all the more legitimate as he is the one operational element to be or to possibly be committed.

We must admit that, by now, the elaboration process of doctrine documents is partly upside down. To meet legitimate immediate needs, level 3 documents (level 3: Document related to an operational function, and to under battalion levels) are often produced before those of the higher echelon, even before a concept elaboration.

Fighting this phenomenon is not very productive, that is why the following rules have been established. They must be applied to ensure a sound working of the whole system.

- ① Doctrine documents only purpose is to enlighten the commander's decision in the field. Then **neither** are they **a solutions glossary, nor, most important, a substitute to an order of his own.**
- ② The doctrine documents *raison d'être* is to meet the user's needs. It is necessary to do it without delay. That is

why these documents must be written as soon as appears a really pressing need.

- ③ However, for this reason, doctrine documents **are not perfect**. Therefore they have to be updated according to the needs **and** to decisions made at the higher echelon.
- ④ In the same way, to ensure a global coherence, bodies in charge of working out those documents are responsible for integrating changes brought by the higher echelon decisions.

These principles being set, it was necessary to define studies to be conducted during the 2001-2002 cycle and that would take place in the "COCOOPS (Coordination Committee for Operational Studies) catalogue", depending on the needs and also on the workload of each actor.

A SUSTAINED EFFORT TO RATIONALIZE THE CATALOGUE ELABORATION PROCESS

Until now, the COCOOPS used to meet twice a year in plenary session. At the time of the first one, in June, it used to decide on the catalogue to be submitted to CODIROPS (Operational studies Direction Committee, chaired by the "major general" general officer). During the second one, within the last two weeks of September, it used to initiate the studies that he had selected. As pleasing it could be, this scheme entailed a double inconvenience:

- the coordination of the whole set was achieved in plenary session, when a number of studies are of direct relevance only to members of the selected operational function,

DOCTRINE

- le lancement des études était repoussé au mieux au mois d'octobre, voire plus tard [en effet, le catalogue est le document officiel qui sert de référence et permet à l'organisme conduisant l'étude de

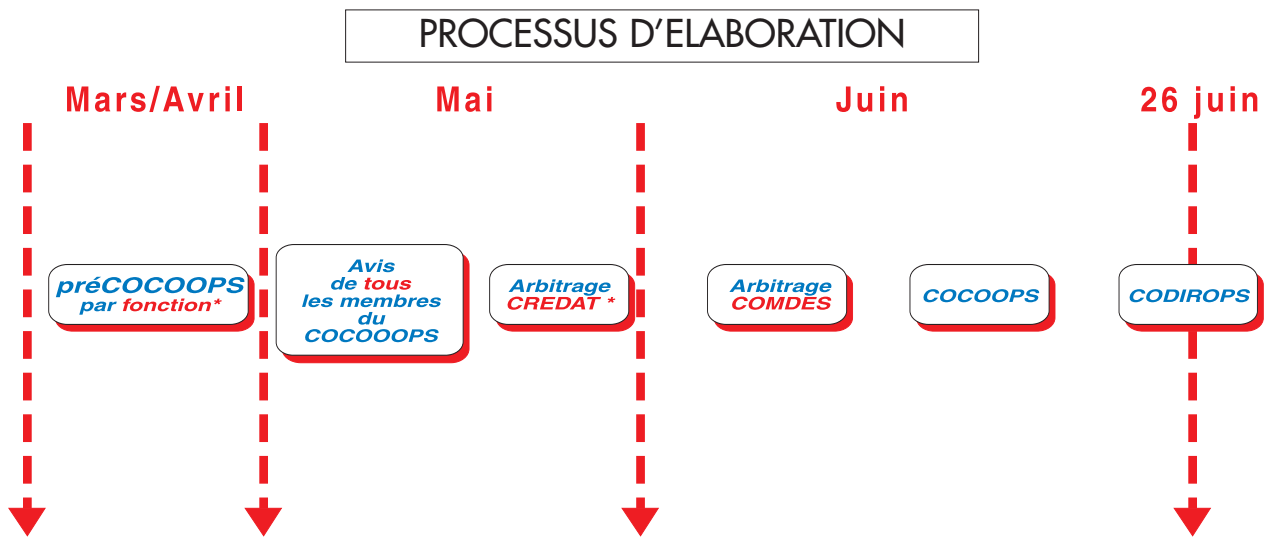
contacter, par un "circuit court", les membres du groupe de travail].

Il a donc été décidé d'expérimenter sur le cycle 2001-2002 un nouveau processus s'articulant autour d'une idée

simple :

- un seul COCOOPS, le 14 juin, mais très largement préparé en amont.

Le schéma suivant illustre la démarche suivie :



** présence de l'EMAT*

A partir du mois de mars, un PréCOCOOPS par fonction opérationnelle a permis aux différents participants [au moins, EMAT/BCFS, CDES/CREDAT, Ecole d'application accueillant la DEP concernée, CFAT, CFLT] de proposer les études qu'ils souhaitent voir inscrites au cycle 2001-2002, voire 2002-2003 ou 2003-2004. En avril, ces propositions ont été adressées à l'ensemble des membres du COCOOPS, y compris ceux qui n'appartenaient pas à la fonction opérationnelle concernée, en leur demandant de formuler les remarques qu'ils jugeaient utiles. Puis, trois réunions d'arbitrage ont eu lieu, la première présidée par le chef du CREDAT, la seconde par le général adjoint doctrine du CDES, la dernière par le général CDES lui-même. Elles ont permis d'arrêter la liste des études qui seraient présentées au COCOOPS.

Le 14 juin, s'est tenu le COCOOPS qui, compte tenu de la qualité du travail préparatoire effectué a pu, non seulement se tenir en une seule journée, mais surtout diffuser un certain nombre

d'informations (documents OTAN que la France s'est engagée à respecter, IM 1000, études pilotées par l'EMA, principes du droit des conflits armés) devant être intégrées dans les études à venir [le catalogue COCOOPS ainsi que les transparents concernant les différents exposés présentés durant le COCOOPS du 14 juin 2001 sont disponibles sur le site Intranet du CDES. En revanche, les comptes-rendus d'études du cycle 2000-2001 ne sont disponibles que sous forme papier]. A cette occasion, chacun des participants a reçu un document regroupant l'ensemble des comptes-rendus relatifs aux études du cycle 2000-2001.

Enfin, le 26 juin, s'est tenu le CODIOPS qui a, d'une part, entériné les choix qui lui étaient proposés et, d'autre part, à la demande du CFAT et du CoFAT, confié à l'EMAT/BCFS l'élaboration d'un concept de l'action TTA. Ces décisions, regroupées dans un "relevé des décisions du CODIOPS", complètent le catalogue, et avec lui, donnent l'ensemble des ordres relatifs au cycle 2001-2002.

Cette procédure a semblé donner satisfaction à l'ensemble des participants et permet surtout de lancer les études dès le mois de juillet.

LES GRANDES LIGNES DES ETUDES RETENUES POUR LE CYCLE 2001-2002

Durant le cycle 2001-2002, il est prévu de conduire 69 études. 3 sont de niveau 1, 25 de niveau 2, 40 de niveau 3 [niveau 1 : niveau opératif ; niveau 2 : interarmes ; niveau 3 spécifique à une fonction opérationnelle].

Ces études appartiennent à deux catégories : les unes sont de caractère général et n'ont pas vocation à se conclure par la rédaction d'un document de doctrine, les autres ont précisément cette vocation.

Quelles sont les principales études devant être conduites lors du cycle 2001-2002 ?

DOCTRINE

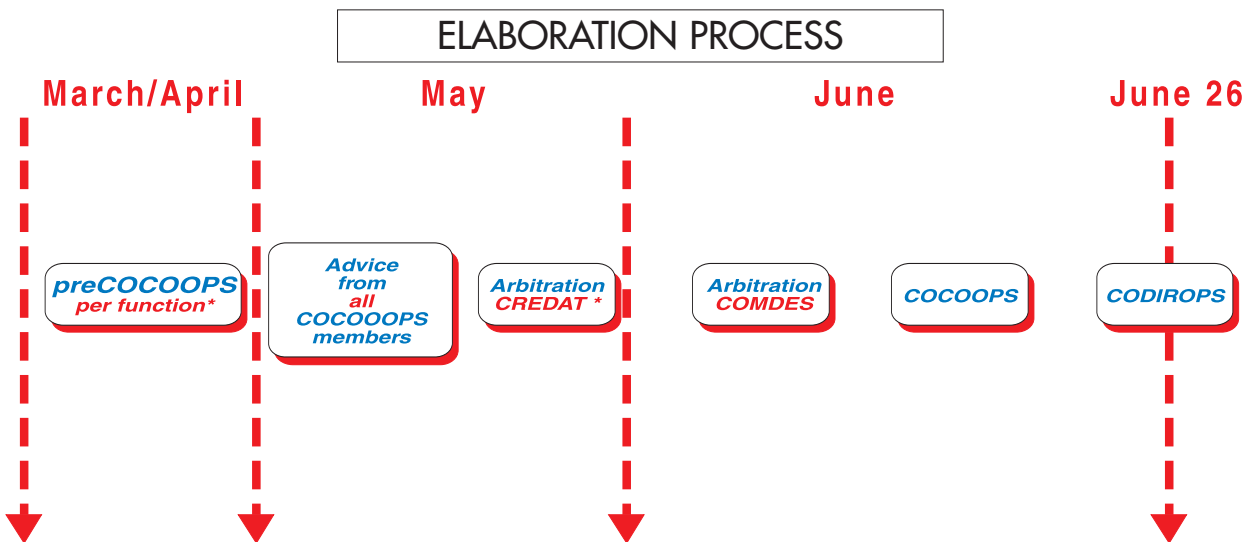
- the start point of studies was postponed until October at the best, sometimes later [indeed, the catalogue is an official reference document that allows the body in charge of the study to contact

members of the working group through a "quick path"].

Therefore the decision has been made to test a new process during the 2001-2002 cycle, built from a simple idea:

One COCOOPS only, on June 14, but extensively prepared beforehand.

The following diagram illustrates the adopted approach:



** Department of the Army attending*

From March, a preCOCOOPS per operational function made it possible to the various participants [at least, EMAT/BCFS, CDES/CREDAT, home school of the concerned direction (DEP), CFAT, CFLT] to make proposals for studies they wish to be registered in the 2001-2002, 2002-2003, or even 2003-2004 cycle.

In April, these proposals have been distributed to all COCOOPS members, included to those who do not take part in the concerned operational function; They have been requested to formulate any relevant remarks.

Then, three arbitration meetings occurred, the CREDAT commander chaired the first one, the CDES deputy general for doctrine the second one, and the CDES commanding general himself chaired the last one. These meetings resulted with the list of studies to put to the COCOOPS.

On June 14, COCOOPS met, thanks

to the quality of the preparatory work it could sit for one day only, but most important it could issue some paperwork (NATO documents which France promised to comply with, ministerial instruction 1000, studies under EMA (JCS) lead, law principles for armed conflicts) to be integrated in future studies [the COCOOPS catalogue, as well as view folds about the talks given at the June 14, 2001 COCOOPS, are available on the CDES "Intranet" site. For 2000-2001 study reports, hard copies only]. On this opportunity, each one attending received a document gathering the whole set of reports related to the 2000-2001 cycle.

Eventually, on June 26, CODIROPS met, ratifying submitted options, and, on request of CFAT and CoFAT, handed over to EMAT/BCFS the elaboration of a combined arms action concept.

Grouped together in a "CODIROPS

decisions sheet", these decisions complement the catalogue, and along with it, they give the totality of orders concerning the 2001-2002 cycle.

This procedure seemed satisfactory to all participants, and over all enabled a studies' start from July.

STUDIES 2001-2002 BROAD OUTLINE

The forecast is to take on 69 studies during the 2001-2002 cycle, 3 are at level 1, 25 at level 2, and 40 at level 3 [level 1: Operational level; Level 2: Combined arms; Level 3: Specific to an operational function].

These studies fall into two categories: Some are general in character and are not due to conclude in any doctrine document, when others do. Which are the main 2001-2002 studies?

DOCTRINE

L'ACTION TERRESTRE FUTURE		Nature	ETUDES OPERATIONNELLES
Niveau	1	Pilote	CDES
Domaine		Priorité	1
Problématique	L'apport des nouvelles technologies va inéluctablement modifier l'emploi des unités et permettre d'effectuer des manœuvres d'un type nouveau. A l'horizon 2007, disposer d'une doctrine future d'emploi de l'Armée de terre applicable aux unités numérisées.	Conduite	CDES
Finalité	A partir des enseignements des exercices des expérimentations en cours ainsi que des travaux conduits dans d'autres pays, disposer fin 2004 d'une première version d'un manuel d'emploi des unités numérisées, à améliorer par la suite.	Approbation	EMAT
Mandat	Pour le cycle 2001 - 2002 établir un état des lieux, fédérer les études et les enseignements, ébaucher les grandes lignes de l'emploi des unités numérisées. Dans les cycles suivants, l'approfondir et en diffuser pour 2005 une première version.	Participants	EMAT CREDAT tous bx CROSAT, EEM CFAT, CFLT CPF, COMALAT Associées : EAI, EAABC, EAA, ESAT, ESAM, ESAG, ESEAT. EAALAT, EDNBC
		Début étude	07/2001
		Fin étude	07/2002
		Coût	100 000 FR

Fiche du catalogue COCOOPS relative à l'étude «L'action terrestre future»

Si l'on se limite aux études du niveau le plus élevé, il est possible de les présenter de la manière suivante :

"L'action terrestre future" a pour ambition, à partir des enseignements des exercices, des expérimentations en cours, ainsi que des travaux conduits dans d'autres pays, de permettre aux forces terrestres de disposer, en 2005 d'une première version d'un manuel d'emploi des unités numérisées. Lancée en 2000 et poursuivie cette année l'étude sur "l'environnement juridique de l'action des forces terrestres" a pour ambition de mieux mesurer, grâce à une réflexion conjointe de responsables militaires et civils, notamment universitaires, le degré de liberté d'action que le cadre juridique consent au chef militaire en opération. Un premier rapport intermédiaire sera diffusé avant la fin de cette année.

"L'emploi des détachements du GRI (Groupement de Recueil de l'Information)" devrait, quant à lui, mettre à disposition du chef interarmes un document lui permettant de concevoir l'emploi de ce système particulier de capteur tout en tenant compte de ses spécificités.

L'étude relative à la "doctrine du contre-renseignement de l'Armée de terre" a pour objectif, à l'horizon 2003, et sur la base des documents OTAN ratifiés par la France (AJP2.0, AJP2.2), de disposer d'une doctrine en la matière. Enfin l'étude intitulée "Emploi des unités TTA" doit, en étroite liaison avec l'EMA, rédiger une première version d'un concept d'emploi des unités TTA, afin de permettre ultérieurement la définition d'une doctrine d'emploi de ces unités.

Le programme des études de doctrine pour le cycle à venir est raisonnablement ambitieux. Il cherche à répondre aux besoins en tenant compte des plans de charge des nombreux organismes qui participent à sa réalisation.

Mais si les études de doctrine ont pour but de répondre aux besoins de l'utilisateur final, elles ne peuvent que soutenir sa réflexion et l'aider à définir le cadre de l'instruction qu'il doit conduire, de l'entraînement qu'il doit mener et à trouver la meilleure solution au problème tactique qui se pose à lui. Elles ne pourront, en revanche, jamais se substituer à l'ordre car ce dernier reste la formulation de la décision que seul le chef peut prendre après avoir intégré tous les éléments en sa possession. La doctrine n'est que l'un d'entre eux. ■

DOCTRINE

FUTURE LAND FORCES ACTION		Nature	ETUDES OPERATIONNELLES
Niveau	1	Pilote	CDES
Domaine		Priorité	1
Problématique	L'apport des nouvelles technologies va inéluctablement modifier l'emploi des unités et permettre d'effectuer des manœuvres d'un type nouveau. A l'horizon 2007, disposer d'une doctrine future d'emploi de l'Armée de terre applicable aux unités numérisées.	Conduite	CDES
Finalité	A partir des enseignements des exercices des expérimentations en cours ainsi que des travaux conduits dans d'autres pays, disposer fin 2004 d'une première version d'un manuel d'emploi des unités numérisées, à améliorer par la suite.	Approbation	EMAT
Mandat	Pour le cycle 2001 - 2002 établir un état des lieux, fédérer les études et les enseignements, ébaucher les grandes lignes de l'emploi des unités numérisées. Dans les cycles suivants, l'approfondir et en diffuser pour 2005 une première version.	Participants	EMAT CREDAT tous bx CROSAT, EEM CFAT, CFLT CPF, COMALAT Associées : EAI, EAABC, EAA, ESAT, ESAM, ESAG, ESEAT. EAALAT, EDNBC
		Début étude	07/2001
		Fin étude	07/2002
		Coût	100 000 FR

Memo extracted from the COCOOPS catalogue related to «the future Land forces action»

Sticking to the higher level, they can be shown as follows:

"Future Land forces action", starting from exercises lessons, ongoing experiments, and studies carried out in foreign countries, its' aim is to make available in 2005 to the land forces a document for digitalized unit employment. Initiated in 2000 and pursued during this year, the study about "the legal environment of land forces action" has the ambition to evaluate better, through a joint thinking of military and civilian authorities, university members in particular, how much freedom of action is left by the legal frame to the committed military commander. A first intermediary report will be issued before the end of the year.

"Employment of GRI detachments", this study should provide the commander with a tool to facilitate conceiving the employment of this specific sensor while taking into account its capabilities.

The study about "Army counter-intelligence doctrine" is targeted to getting an available doctrine from 2003, on the basis of NATO documents (AJP2.0, AJP2.2) ratified by France.

At last the study entitled "Employment of combined arms units" should, closely liaising with EMA (CJS), write down the concept of employment of combined arms units first draft in order to open the way to a later definition for the employment doctrine of these units.

The doctrine study schedule for the next cycle is reasonably ambitious. It tends to meet the needs, taking into account the workload of the many participating bodies.

However if doctrine studies' objective is to meet the final user's needs, they only can sustain its' thoughts and bring some help to define the frame of the education to be conducted, and to find the best solution to the tactical difficulty he has to face. Nevertheless those studies will never be any substitute to an order because this last one remains the decision formulation that only the one in command can make after integrating all available information. Doctrine is only one of them. ■

DOCTRINE

Un nouveau dispositif de préparation aux épreuves tactiques du CSEM : le C3E (Centre d'Examen et d'Enseignement Extérieur)

par le lieutenant-colonel PLATEAUX,
du C3E

Créé le 1^{er} septembre 2000 à COMPIÈGNE, le centre d'examen et d'enseignement extérieur (C3E) a été mis sur pied à partir d'une structure déjà existante à l'école d'état-major, le bureau examen du DEM. Agissant sous l'autorité directe du général commandant l'école d'état-major (EEM), il remplit deux missions distinctes et de pied différent. La première, directement liée à la scolarité dispensée à COMPIÈGNE, consiste à assurer

l'essentiel des travaux d'évaluation de la fin du stage d'état-major. La seconde, davantage tournée vers l'extérieur de l'école, vise à prodiguer aux officiers candidats au concours de l'enseignement militaire supérieur du second degré (EMS 2) voie état-major, une aide substantielle pour aborder dans de bonnes conditions les épreuves militaires du concours d'entrée au cours supérieur d'état-major (CSEM).

Un concours nouveau

Depuis quelques années déjà, le concours d'accès au CSEM a connu une lente évolution, prenant en compte les changements de structure induits par la "refondation" de l'Armée de terre, et dont l'introduction d'un échelon tactique de niveau brigade constitue l'élément essentiel.

Mais le fait le plus marquant est la mise en place d'une épreuve d'admission, réduite à une seule épreuve d'entretien, identique dans la forme à celle appliquée au concours de l'EMS2 voie "brevet technique". De fait, conformément à l'IM 1180 régissant le concours du CSEM, l'architecture proposée vise à sélectionner les candidats davantage sur leur potentiel que sur les connaissances acquises. A n'en pas douter, le dispositif en voie de construction privilégie les têtes bien faites par rapport à celles bien pleines : de surcroît, il permet de

justifier a posteriori le choix délibéré d'alléger les charges de préparation, devenues particulièrement lourdes s'agissant des "colles d'armes" qui sous-tendaient l'épreuve d'oral jusqu'à ces dernières années.

Un paradoxe

Tel qu'il est conçu, le nouveau concours accorde une place prépondérante à la culture générale puisque, sur l'ensemble des épreuves, la part accordée à l'enseignement militaire ne représente plus qu'un quart des coefficients. Or, chacun sent bien qu'une Armée de terre, résolument tournée vers l'action, aura besoin demain davantage qu'hier de véritables professionnels de l'emploi des armes. C'est dans ce contexte particulier que les modalités de la préparation aux épreuves de tactique et de logistique ont connu, elles aussi, de profonds changements, mais naturellement pas dans le sens d'un renforcement. Ainsi, au système décentralisé et par construction gourmande en effectifs (plus de 80

officiers brevetés pour l'année en cours), s'est substituée une structure centralisée à l'école d'état-major de COMPIÈGNE, mais plus légère au regard du personnel qui l'arme (6 officiers).

Faire aussi bien avec moins !

Tel apparaît le challenge qui est fixé au C3E.

Une préparation profondément remaniée

Comme cela est souvent le cas, le système qui s'est mis en place est la résultante d'un constat, d'un compromis et d'une ambition.

Le constat

Il repose sur le rôle accru de l'école d'état-major dans la formation inter-armes de l'ensemble des officiers de l'Armée de terre de recrutement direct et semi direct tenus d'effectuer une scolarité à COMPIÈGNE au terme de leur temps de commandement d'unité élémentaire.

DOCTRINE

A new device for the preparation to the tactics exams of the "CSEM": The 3EC (Examination and External Education Center)

by lieutenant-colonel PLATEAUX,
3EC

Created on September 1st 2000 in COMPIÈGNE, the examination and external education center (3EC) was built up from an already existing structure in the combined arms Staff School, the examination office for Staff Course Diploma (DEM). Acting under the direct authority of the General Officer commanding the combined arms Staff School (EEM), it fulfils two distinct and of unequal level missions. The first one, directly linked to the

scholarship granted in COMPIÈGNE, consists in taking care of the main bulk of evaluation tests at the end of the staff course. The second one, more outward oriented, aims at providing the officers competing for the exam to the French Command and General Staff College (EMS 2), through the staff course curriculum, a substantial help to face at their best the military tests of the examination for an admission to the Staff College (CSEM).

A NEW EXAMINATION

For already a few years, the admission exam to the French Staff College (CSEM) has gone through a slow evolution, taking in account structure changes, induced from the Army "refoundation", an essential element of which is the creation of a brigade tactical level. However the most visible fact has been the set up of an admission exam, reduced to one discussion test alone, shaped similarly to the one used in the exam for admission to the Command and General Staff College (EMS 2) via the "technical certificate".

In fact, in accordance with the ministerial instruction #1180 that rules the examination of the Staff College (CSEM), the proposed architecture aims at selecting candidates on potential capacities more than on knowledge. With no doubt, the system in elaboration process favors well-organized brains rather than encyclopedias: Furthermore it allows an, a

posteriori, justifying of the deliberated choice of alleviating the preparation burden, that had grown so heavily, specifically the "branch tests" that, until these last few years, were the basis of the examination oral part.

A PARADOX

The way it is conceived, the new examination, grants a major status to personal cultural background, as, out of the whole set of tests, the military skills do not total any more than one fourth of the relative weight. Now, it is well recognized that the Army, resolutely action oriented, will need, tomorrow, even more than nowadays, true professionals in weapons employment.

In this specific context modalities of the preparatory training to tactics and logistics tests also have undergone in depth changes, but obviously not in the way of an increase.

So, the decentralized and, by design, personnel expensive (more

than 80 graduated officers for the current year), has been substituted by a centralized structure in the COMPIÈGNE Staff School, but this last one is less personnel consuming (6 officers).

To achieve as good results with reduced means!

Such appears to be the challenge set to the "3EC".

A DEEPLY RESHAPED PREPARATORY TRAINING

As most often, the system that has been set up, is the consequence of combined observation, compromise, and ambition.

Observation

It relies on the increased role of the Staff School in the combined arms training of all Army officers, recruited either from direct or semi-direct source, that have to undergo a course in COMPIÈGNE after completion of their company size unit command.

DOCTRINE

Ainsi, l'enseignement dispensé à l'EEM constitue dorénavant un socle unique pour tous les futurs officiers supérieurs, dont les candidats au CSEM, socle à partir duquel peut et doit être réalisée la préparation au concours.

Le compromis

Les études menées dans le cadre de la définition de la mission du C3E ont vu se dégager deux approches opposées :

- ⇒ l'une, minimaliste en terme de volume de préparation, mais parfaitement cohérente avec la volonté d'éprouver le potentiel réel des candidats,
- ⇒ l'autre, maximaliste, visant quant à elle à dispenser un enseignement robuste, susceptible d'offrir aux candidats une réelle maîtrise de la manœuvre interarmes et de l'emploi des différentes fonctions opérationnelles assemblées en système pour atteindre un objectif tactique déterminé.

L'ambition

Elle est double.

Il s'agit tout d'abord d'offrir aux candidats des chances égales de réussite en leur proposant des conditions identiques de préparation, qu'autorise la disparition des centres régionaux.

Il s'agit ensuite, en dépit de moyens chichement comptés, de maintenir la préparation à un niveau de performance compatible avec la nécessité, pour l'Armée de terre, de disposer de cadres possédant une intelligence aiguë des situations tactiques et rompus à l'emploi des armes.

Accessoirement, il peut s'agir de renforcer, ou plutôt de maintenir un lien pour ne pas dire une connivence entre jeunes et anciens : mais est-ce après tout si accessoire que cela dans une Armée de terre professionnalisée ?

C'est ainsi, qu'au-delà des seuls rendez-vous majeurs prévus dans les textes réglementaires (IM et CM), à savoir une journée d'information et une semaine d'enseignement dirigé regroupant l'une et l'autre l'ensemble des candidats, s'est mis en place un système à double détente :

- ⇒ une préparation par correspondance fournissant des prestations identiques à celles offertes par d'autres organismes d'enseignement à distance ;
- ⇒ un suivi personnalisé proposé à chacun des candidats par le biais de corrections individuelles des divers travaux réalisés.

A l'évidence, une telle organisation ne peut fonctionner que grâce au renforcement de cadres volontaires pour faire partager leurs connaissances mais aussi et surtout leur expérience aux jeunes camarades qui abordent une étape cruciale de leur vie professionnelle au service du pays.

Les conditions de la réussite

Le dispositif ainsi réalisé permet de répondre au souci légitime de réduire les charges induites par toute préparation. Pour être viable, il doit toutefois tenir compte de certains impératifs. Tout d'abord, et en interne, le C3E doit consentir régulièrement des bascules d'effort pour pouvoir mener de front les deux volets de sa mission (examen du

diplôme d'état-major et préparation aux épreuves du CSEM). Ensuite, il doit nouer vers l'extérieur de nombreux liens à la fois pour «externaliser» certaines tâches - réalisation de thèmes tactiques ou de questions logistiques - et pour bénéficier de renforcements indispensables au bon déroulement d'activités majeures - journée d'information, période d'enseignement dirigé et bien entendu corrections.



En guise de conclusion, le commandement a décidé de changer à la fois la nature du concours du CSEM et les modalités de sa préparation. S'inscrivant dans une logique de pilotage, le CDES a choisi de confier cette mission d'envergure nationale à l'école d'état-major, réputée pilote du domaine de spécialité de la brigade interarmes.

Ce faisant, les différents commandements de l'Armée de terre doivent eux aussi se sentir concernés par la sélection des futures élites de l'institution. Ils peuvent épauler l'école d'état-major dans la tâche qui l'attend à la fois en soutenant le concept de centre de préparation unique, garant de la cohérence de l'enseignement dispensé, et en répondant favorablement aux quelques sollicitations qui pourraient être émises. ■

DOCTRINE

In this way, from now on, the training in the Staff School constitutes a single base for all field grade officers, and, among them, for the candidates to the Staff College (CSEM), a base from which preparatory training for the examination can and must be achieved.

Compromise

Studies intended to define the mission of the "3EC", revealed two opposing approaches:

- ⇒ the first one, minimalist regarding the preparatory training volume, but perfectly coherent with the will to put to the test the very potential of candidates;
- ⇒ the other one, maximum oriented, aiming at giving a robust training able to provide candidates with a sound mastering of combined arms tactics and of the use of system-organized operational functions to meet specific tactical objectives.

Ambition

It is double-faced.

At first it is a matter of giving to all candidates an equal chance of success while proposing all of them with identical conditions for preparatory training, as permitted by the removal of regional centers.

Then, in spite of meagerly counted means, it is a matter of keeping preparation at a performance level compatible with the necessity, for the Army, to get officers in charge talented with a sharp insight over tactical situations and with a wide experience of all-arms employment.

Incidentally, it could reinforce, or rather keep a link, if not to say

connivance among juniors and seniors: But, after all, is it so much incidental in a professional Army?

In this way, beyond major objectives defined by regulations (ministerial instructions and documents), namely, one day for general information and a week of directed training, both of them grouping together all the candidates, a double-trigger system has been established:

- ⇒ a preparatory correspondence course providing services similar to those offered by other training through mail bodies,
- ⇒ a personalized follow-up offered to each one candidate through individualized comments of their various achieved pieces of work.

Obviously, such an organization cannot work without reinforcements with volunteers to share knowledge and, especially, experience with young fellows that are up to tackle a crucial phase in their professional service life.

CONDITIONS FOR SUCCESS

The built up disposition allows settling a solution to the legitimate concern of reducing costs inducted by any training course. However it must take into account some mandatory requirements to be practicable. First, internally, the "3EC" must accept frequent shifts of efforts in order to deal simultaneously with both the facets implied by the mission (graduation exam for the staff course and preparatory works to the Staff College – CSEM)

Then, it must establish many external links, as well to "exteriorize" some tasks – setup of tactical themes or logistic quiz – as to benefit of the

necessary reinforcements to ensure a smooth running of major activities – general information day, directed training period, and obviously, corrections.

By way of conclusion, the Command has decided to modify both the nature of the admission exam to the Staff College (CSEM) and its modalities of preparation. Adopting a piloting logic, the Doctrine and Higher Education Command (CDES) made the choice of entrusting the Staff School with this mission of national scope, the School is the said pilot in the specialty domain of the combined arms brigade.

In so doing, Army commands, must feel involved in the selection process of the institution's future elites. They can back up the Staff School in its incoming task both supporting the concept of a unique preparation center, granting coherent training, and positively answering some possible entreaties to be formulated.■

ETRANGER

Vers une refondation de la Bundeswehr

par le colonel BELDE,
officier de liaison allemand auprès du CDES

La décision du ministre de la défense allemand de réformer la Bundeswehr a pour point de départ la prise en compte de trois éléments :

- ☞ le rapport de la Commission Weizäcker,
- ☞ les propositions du chef d'état-major des armées,
- ☞ et les réflexions personnelles du ministre de la défense, suite à des discussions avec le personnel de la Bundeswehr dans le cadre des séminaires ou des visites.

Les objectifs de la réforme en cours viseront notamment à :

- préparer les forces armées allemandes à leurs missions possibles sur le plan des effectifs, structures, armements et équipements,
- les mettre en état de coopérer efficacement avec leurs partenaires au sein de l'OTAN, de l'UE, des Nations Unies et de l'OSCE et à «européaniser» autant que possible la politique de sécurité, de défense et d'acquisition d'armements,
- adapter le recrutement aux besoins et revaloriser la condition militaire,
- optimiser la structure et l'organisation des forces armées,
- renforcer l'efficacité de l'administration et la rentabilité sur le plan d'acquisition de matériel, du fonctionnement par des méthodes nouvelles de coopération avec l'industrie,
- utiliser les ressources financières avec un maximum d'efficacité afin de disposer de plus d'argent pour des investissements en vue de moderniser les équipements.

Les missions de la Bundeswehr

La Bundeswehr protège l'Allemagne et ses citoyens contre le chantage politique et les risques extérieurs, assure la défense de l'Allemagne et de ses alliés, œuvre pour la préservation de la paix et de la stabilité dans l'espace euro-atlantique, sert la paix du monde et la sécurité internationale conformément à la charte des nations unies, apporte son aide en cas de catastrophes et de situations de détresse et son concours aux actions humanitaires, en mesure de monter en puissance suivant la situation. L'OTAN est - et reste - la colonne vertébrale d'un ordre de paix européen. Une prise de responsabilité plus grande des Européens par le renforcement de l'identité de Sécurité et de Défense Européenne (ISDE) et de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense représente la condition pour un partenariat transatlantique solide à long terme.

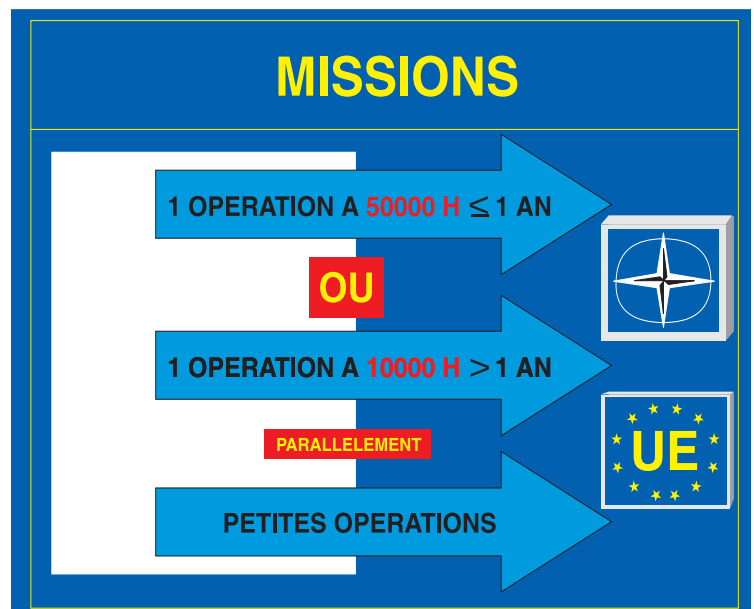
Capacité

La composition de la Bundeswehr a pour fondement la défense nationale et le respect des engagements de l'Allemagne dans le cadre de l'OTAN et de l'UE. Dans ce cadre la Bundeswehr de l'avenir sera capable, sans avoir recours à des mesures de mobilisation ou de montée en puissance, de mener une opération de grande envergure impliquant toutes les composantes sur une période pouvant aller jusqu'à un an, ou deux opérations de moyenne envergure sur une période plus longue, ainsi que plusieurs opérations réduites parallèlement à celles-ci.

Changements de la structure

Les principes de la nouvelle structure sont au nombre de quatre :

- l'allègement de structure de l'organisation du commandement,



- le regroupement des chaînes organiques et techniques,
- la séparation des fonctions "direction" et "exécution",
- l'unicité de la responsabilité de commandement.

Les armées se voient déchargées des tâches centrales (en matière de logistique, de soutien et de santé), ce qui permet la concentration sur des missions exclusivement opérationnelles. Leurs structures à l'échelon supérieur seront allégées. Les commandements de soutien seront dissous, leurs tâches déléguées aux forces interarmées des services centraux et de soutien, au service central de santé et aux offices de chacune des armées.

FOREIGN STUDIES

Towards a refoundation of the Bundeswehr

by colonel BELDE,
German liaison Officer at the higher Education and Doctrine Command

The decision of the German Defense Minister to reform the Bundeswehr has its starting point in the taking into account of three elements:

- ⇒ the Weizsäcker Commission report,
- ⇒ the proposals of the Joint Chief of Staff (JCS),
- ⇒ and the personal thoughts of the Defense Minister following discussions with Bundeswehr personnel in the framework of meetings or visits.

The goals of the reform to date are aiming notably to:

- prepare the German forces to their possible missions as regard to strength, structures, armament and equipment,
- put them in a position to efficiently cooperate with its partners within NATO, UE, UN and OSCE and to Europeanize as far as possible the security, defense and armament procurement policy,
- adapt the recruitment to the needs and to re-emphasize the importance of the military condition,
- optimize the structure and the organization of the armed forces,
- reinforce the efficiency of the administration and the profitability concerning the procurement of equipment and the implementation thanks to new methods of cooperation with the industry,
- use the financial resources with the maximum efficiency in order to have at its disposal more money to invest to modernize the equipment.

The Bundeswehr missions

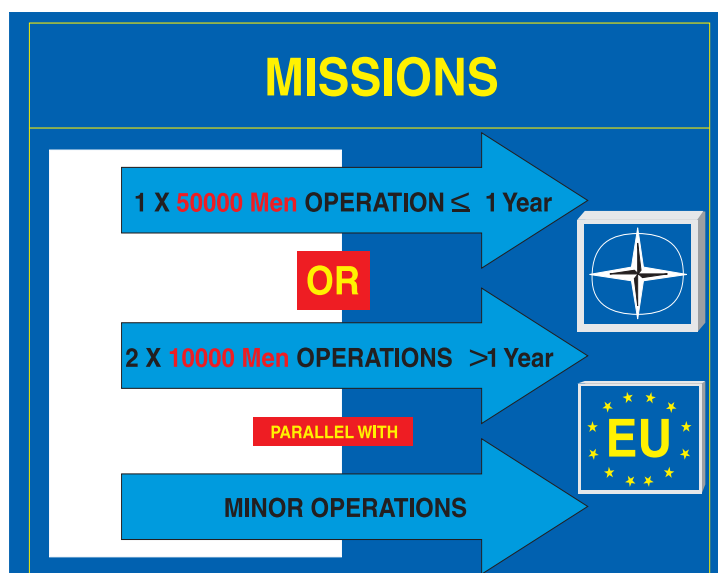
The Bundeswehr **protects** Germany and its citizens against political blackmail and external risks, **ensures** the defense of Germany and its allies, **works** for the preservation of peace and the stability in the Euro-Atlantic space, **serves the peace** of the World and the international security in accordance with the United Nations Chart, **provides its help** in case of disasters and distress situations and its concourse to the humanitarian actions ready to build-up depending on the situation. NATO is and remains **the backbone of a European peace order**. Taking a larger responsibility by the Europeans through the strengthening of the security and European defense identity and of the European Security and Defense Policy represents the condition for a strong transatlantic partnership on the long term.

Capability

The composition of the Bundeswehr has for its foundations the national defense and the respect for German agreements within the framework of NATO and EU. In this environment the future Bundeswehr will be able - without recourse to mobilization or building-up steps - to conduct one large scale operation involving all its components on a period up to one year or two medium scale operations on a longer period as well as several minor operations parallel with the latter.

Changes in the structure

There are four principles for the new structure:



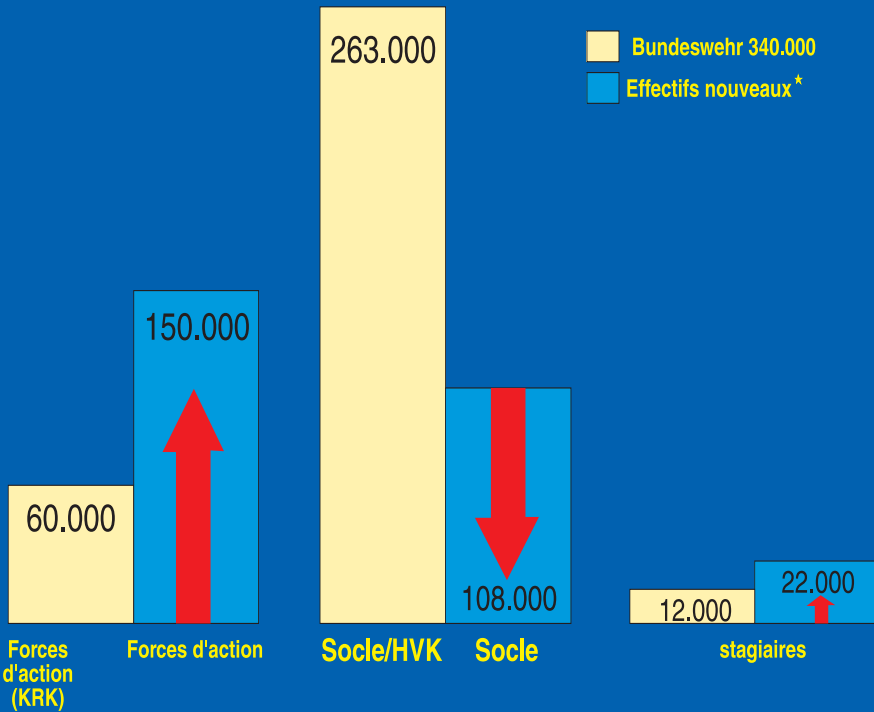
- lightening of the command organization structure,
- regrouping of the organic and technical chains,
- separating the command and execution functions, and
- unicity of command responsibility.

The armed forces are relieved of the central tasks (as regard to logistics, support and health) which permits **to focus on exclusively operational missions**.

Their structures at the highest echelons will be lightened. Support commands will be disbanded, their tasks handed over to the joint forces of the central and support services, to the central medical service and to the offices of each of the services.

ETRANGER

Concentration sur des Engagements



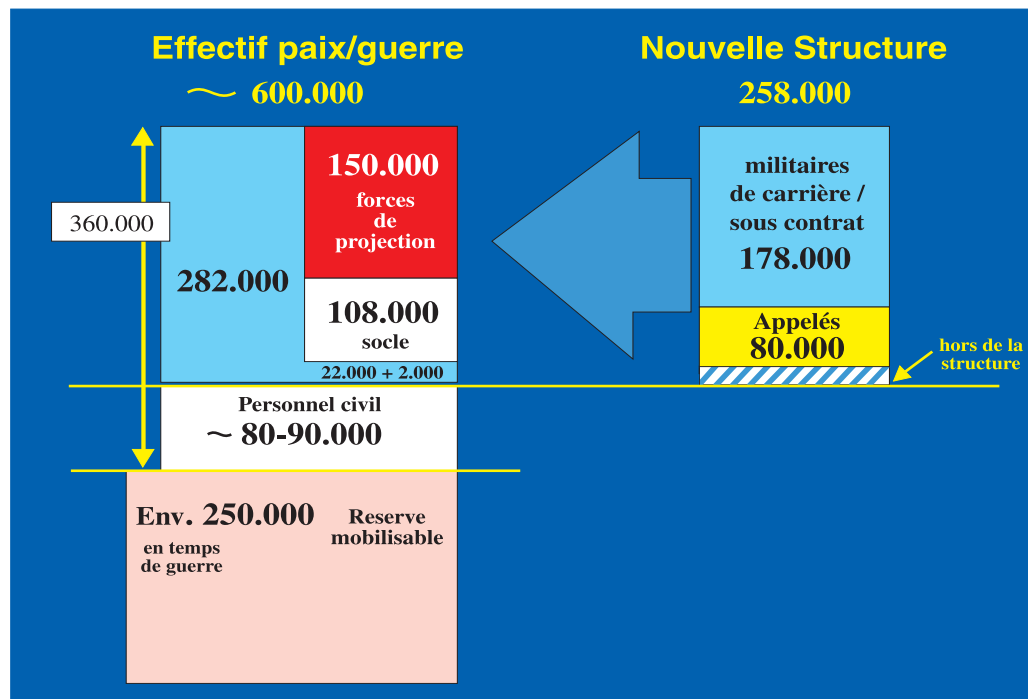
* sans les réservistes en service

Les effectifs opérationnels sont pratiquement multipliés par trois. A l'avenir, la Bundeswehr disposera d'un effectif opérationnel d'environ 150.000 soldats, qui rempliront toutes la gamme des missions auxquelles nous nous sommes engagées vis-à-vis de l'OTAN et de l'UE. Les Forces opérationnelles seront renforcées par environ 108.000 soldats de l'organisation militaire de base. Ceux-ci seront essentiellement chargés d'assurer la capacité de commandement au niveau national, le soutien logistique et sanitaire, la formation militaire centralisée ainsi que la montée en puissance dans le cadre de la défense nationale. En outre, environ 22.000 postes seront créés pour assurer la formation, en particulier la qualification des soldats à des métiers civils. Ceci permettra de garantir une plus forte densité de commandants, de formateurs, et de spécialistes qualifiés au sein de la troupe, étant donné que les postes vacants pour cause de formation pourront être pourvus sans délai.

Conséquences structurelles

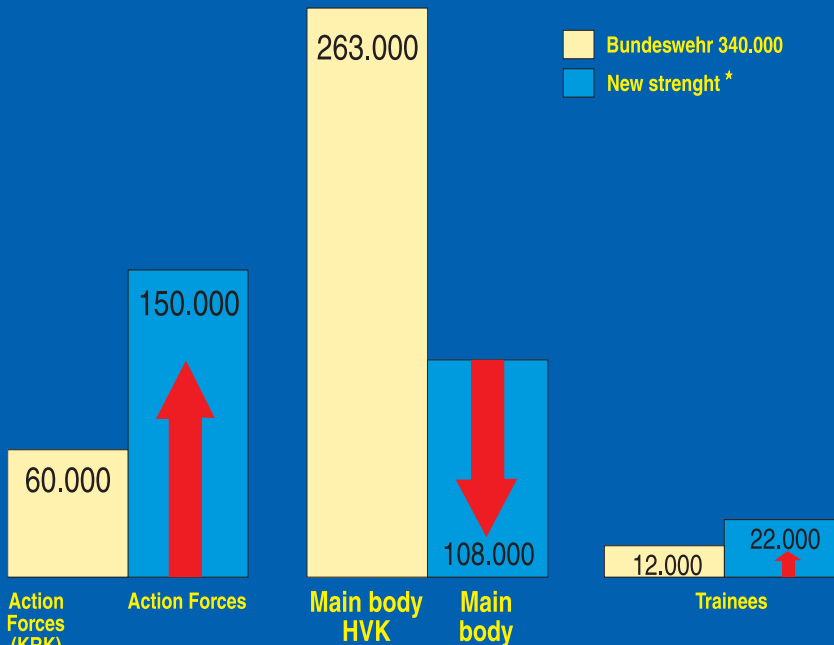
✓ La nouvelle structure engendre une réduction de 55.000 soldats dont la majorité sont des appelés et d'environ 30-40.000 civils. Les armées verront leur format se réduire et elles céderont des tâches et des personnels au Service de santé central ainsi qu'à la nouvelle Direction des forces interarmées. Ainsi par exemple, 31.000 soldats de l'Armée de terre seront dorénavant affectés à la nouvelle direction, alors que 11.000 soldats seront transférés au Service de

santé central. Au total les effectifs de la Bundeswehr seront de 360.000 militaires et civils, ce volume pouvant être porté à 600.000 militaires en temps de guerre.



FOREIGN STUDIES

Concentration on Engagements



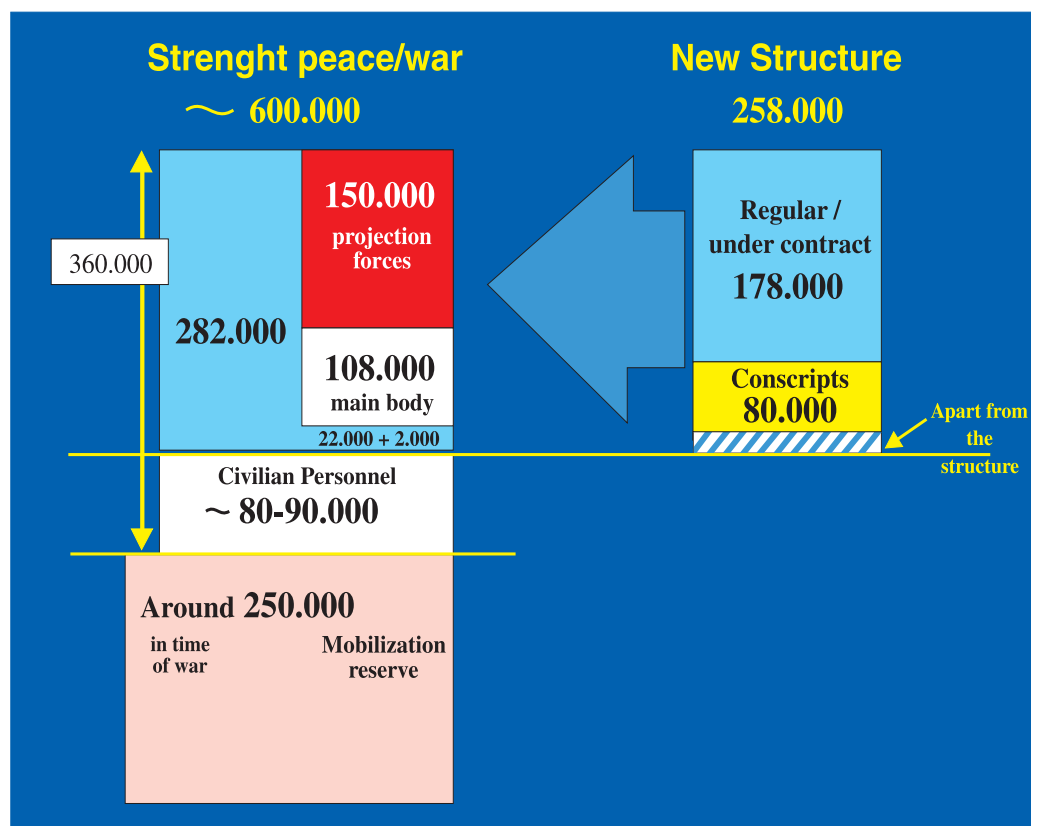
* without on duty reserve personnel

The operational strength is practically multiplied by three. In the future the Bundeswehr will have an operational strength of 150.000 soldiers ready to fulfil all the spectrum of missions which we signed for with NATO and the EU.

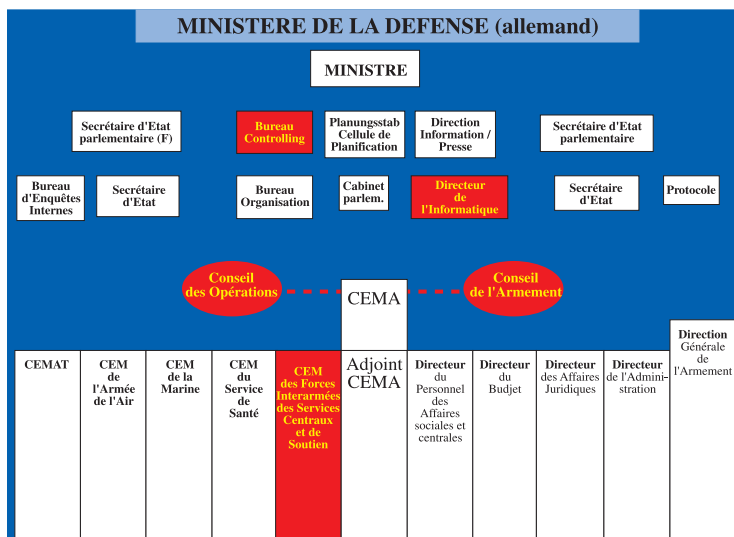
The operational forces will be reinforced with around 108.000 soldiers of the basic military organization. The latter will be mainly in charge of ensuring the command capability at national level, the logistical and medical support, the centralized military training as well as the building-up in the framework of the national defense. Besides around 22.000 positions will be created to ensure training and particularly the soldiers qualification to civilian jobs. This will permit to guarantee a better density of commanders, trainers and qualified specialists within the troops given that the vacant positions for training reasons will be filled without delay.

Structural conséquences

✓ The new structure generates a decrease of 50.000 soldiers the majority of which are conscripts and of 30-40.000 civilians. The armed forces will see their size reduced and they will transfer tasks and personnel to the central medical Service as well as to the new joint forces Direction. Thus for example 31.000 soldiers from the Army will from now on be assigned to the new Direction whereas 11.000 soldiers will be transferred to the central medical Service. As a total the Bundeswehr will be 360.000 military and civilian strong, with a possibility for this strength to increase up to 600.000 military in wartime.

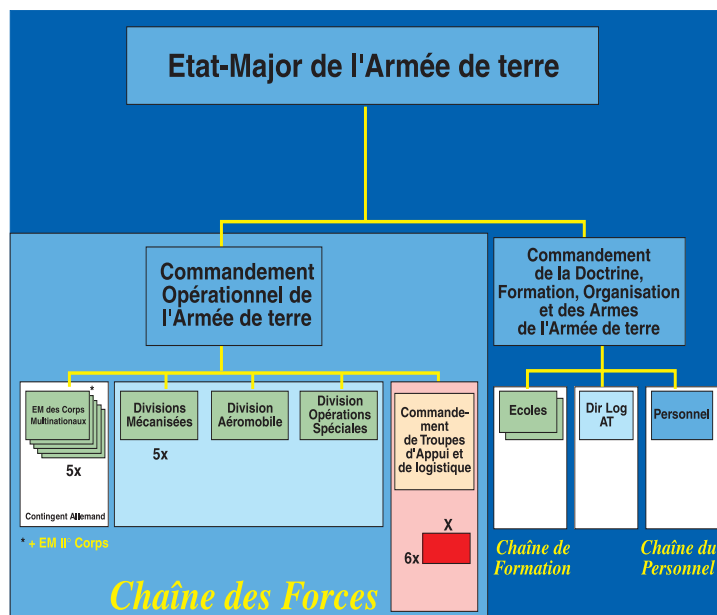


ETRANGER



L'effectif futur des Forces armées s'éleva ainsi à 280.000 soldats hommes et femmes. Il faut y ajouter au moins 2000 postes pour les participants à des périodes de réserve. Sous l'autorité du ministre fédéral de la défense, les forces armées s'articulent en cinq domaines d'organisation :

- l'Armée de terre,
- l'Armée de l'air,
- la Marine,
- les forces interarmées,
- des services centraux et de soutien et le Service de Santé.



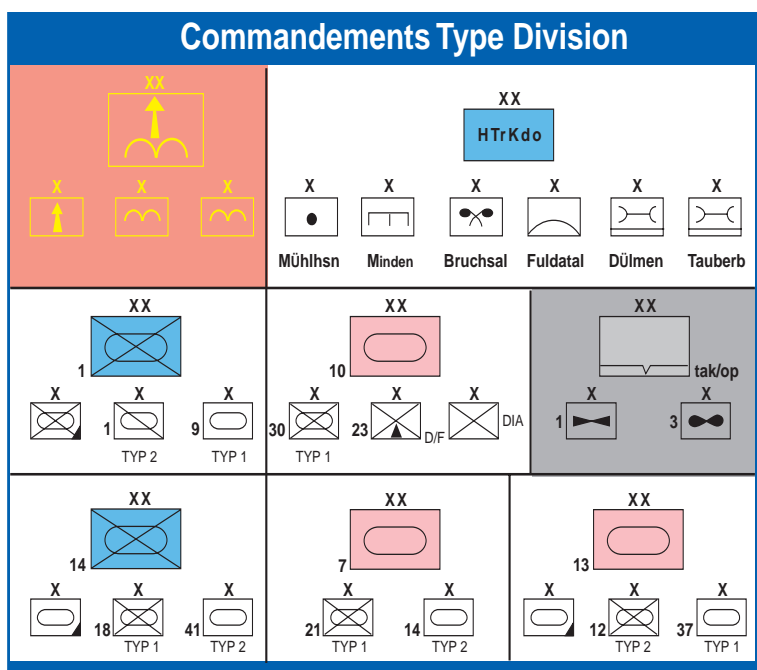
Les nouveaux organismes créés par le Chef d'état-major des armées et acceptés par le ministre sont soulignés en rouge. Le rôle du Chef d'état-major des armées est renforcé. Ses responsabilités sont complétées par des compétences nouvelles dans le domaine de la planification des forces armées et en termes de conception et conduite des opérations.

La structure de l'Armée de terre reposera sur deux entités : le commandement opérationnel de l'Armée de terre et le commandement de la Doctrine, de la formation, de l'organisation de l'Armée de terre :

- Le **Commandement opérationnel de l'Armée de terre** (HFÜKdo) commande les divisions terrestres, le Commandement des éléments organiques de l'Armée de terre (appui et logistique), ainsi que les éléments allemands au sein des grandes formations multinationales.
- Le **Commandement de la Doctrine, de la formation, de l'organisation de l'Armée de terre (Heeresamt)** ne subit pas de modification majeure. Il est responsable de l'évolution de l'Armée de terre ainsi que de la formation, et assume des tâches liées au développement et à la mise en œuvre des matériels spécifiques à l'Armée de terre.

Les Forces d'action

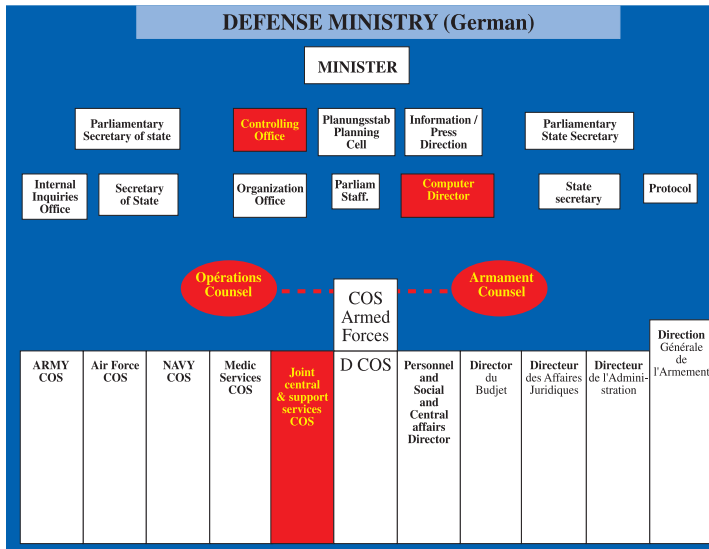
L'Armée de terre comprendra dans l'avenir 8 grandes unités divisionnaires : 5 divisions mécanisées, les divisions affectées aux opérations spéciales (DSO), une division affectée aux opérations aéromobiles (DLO), et le Commandement organique (HTrKdo).



Trois des **divisions mécanisées** disposent en temps de paix de deux brigades mécanisées actives et d'une autre de réserve. La quatrième division se verra affecter pour emploi une brigade polonaise, la cinquième division la composante allemande de la brigade franco-allemande.

La **DSO** comportera le Commandement des forces spéciales et deux brigades aéroporées.

FOREIGN STUDIES



The structure of the Army will stand on two entities: The operational command, the Army doctrine, training, organization command:

- the **Army operational command** directs the ground divisions, the Army organic elements Command (support and logistics) as well as the German elements attached to the major multinational units.
- the **Army doctrine, training, organization command (Heeresamt)** does not support any major change. It is responsible for the evolution of the Army as well as for the training and ensures tasks linked to the development and the implementation of equipment specific to the Army.

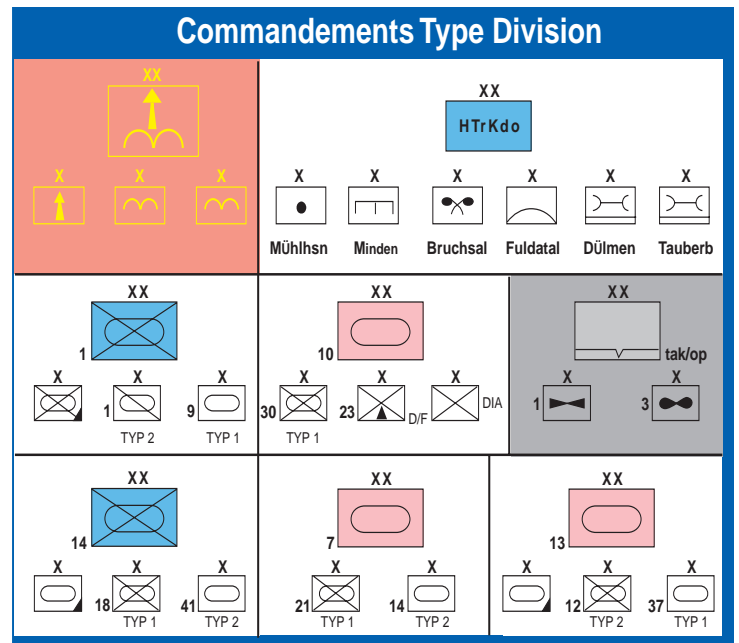
The action forces

The future strength of the Armed Forces will thus be 280.000 soldiers, men and women. At least 2.000 positions for participants in reserve periods must be added.

Under the authority of the Federal Defense Minister the armed forces are articulated in five organization domains:

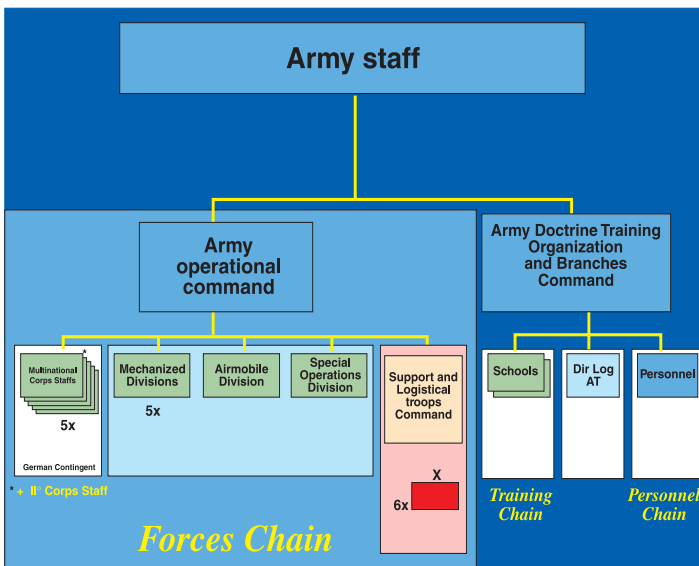
- the Army,
- the Air Force,
- the Navy,
- the joint forces,
- central and support Services and the medical Service.

In the future the Army will encompass 8 division level units: 5 mechanized divisions, the divisions assigned to the special operations (DSO), one division assigned to airmobile operations (DLO) and the organic Command (HtrKdo).



Three of the **Mechanized divisions** have in peace time two regular and one reserve mechanized brigades. The fourth division will be attached for employment one Polish brigade, the fifth division will receive the German component of the French-German brigade.

The **DSO** will encompass the Special forces Command and two airborne brigades.





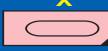


The new bodies created by the JCS and agreed for by the Defense Minister are underlined in red.

The role of the JCS is reinforced. His responsibilities are completed by new competences in the domain of joint forces planning and in terms of conception and conduct of the operations.

ETRANGER

6 Types de Brigades / 6 Types of Brigades

18 		1 		9 		14 			
Typ 1		Typ 2		Typ 1		Typ 2			
* wachst im V zum PzPIBtl				* wachst im V zum PzPIBtl					
* wachst im V zum PzPIBtl				* wachst im V zum PzPIBtl					

* En cas de guerre bataillon / In case of war battalion

Avec la brigade mécanisée aéro-mobilité d'une part, et la brigade de l'ALAT d'autre part, toutes les forces de l'ALAT seront regroupées dans la DLO. Le commandement organique de l'Armée de terre (**Heerestruppenkommando**) assurera en temps de paix le commandement des formations de soutien tactique et logistique regroupées en brigades affectées aux divisions mécanisées en cas d'engagement.

une compagnie du Génie sans unité de soutien. Les bataillons dans les dites brigades auront des compagnies de combat et de renfort.

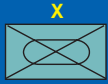
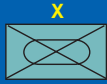

















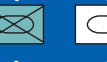


















































Le grand défi pour l'Armée de terre sera l'emploi des appelés et leur formation de base. En principe ils seront répartis et regroupés dans quelques unités spécifiques appelées "unités de renfort" (en blanc) – contrairement aux unités d'emploi.


La **brigade** mécanisée demeure le pion de base du combat interarmes. Elle est habilitée, lors d'engagements dans le cadre du spectre des missions élargies, à fournir l'échelon de commandement national. Les 10 brigades mécanisées prévues permettront, sans mobilisation, d'assurer durablement le soutien de deux engagements indépendants. Trois de ces brigades sont des brigades de réserve.

La composition des **brigades** et leurs effectifs est en cours d'élaboration :

Il y aura des brigades primaires, avec un bataillon du Génie et de soutien et des brigades secondaires, avec

6 Brigades Mécanisées

									
									
									
			FS						FS
									
									
									
									

 Forces de renfort / Unités de formation

FOREIGN STUDIES

With the airmobile mechanized brigade on one side and the Army aviation brigade on the other side all the forces of the Army aviation will be regrouped in the **DLO**.

The Army organic Command (**Heerestruppenkommando**) will ensure in peace time the command of the tactical and logistical support units grouped in brigades assigned to the mechanized divisions in case of engagement.

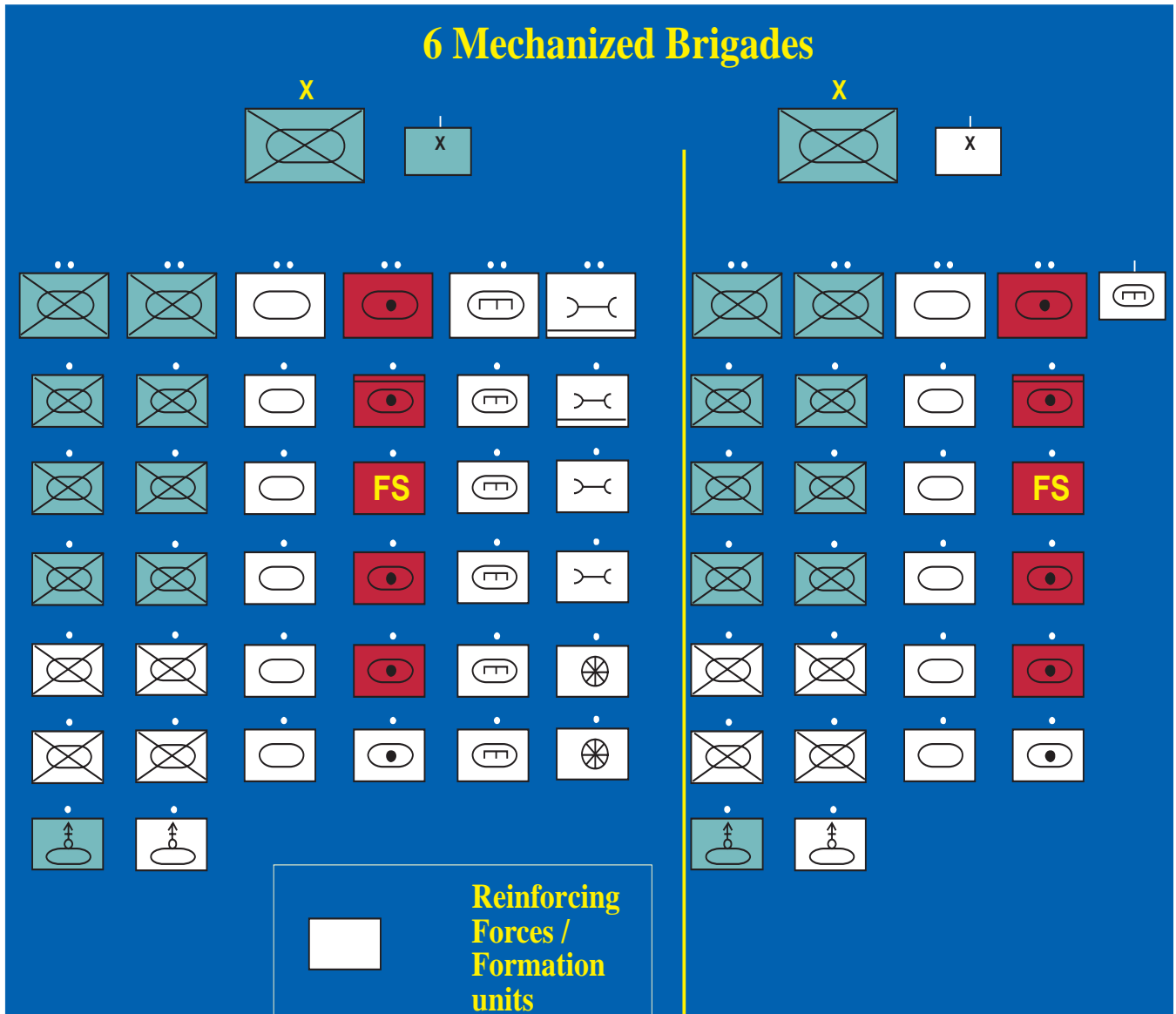
The mechanized **brigade** remains the basic piece of the all-arms fight. During engagements within the framework of the spectrum of enlarged missions, it is entitled to provide the national command echelon. The 10 planned mechanized brigades will permit without mobilization to durably perform the support of two independent engagements.

Three of these brigades are reserve brigades. The composition of the **brigades** and their strength are under study.

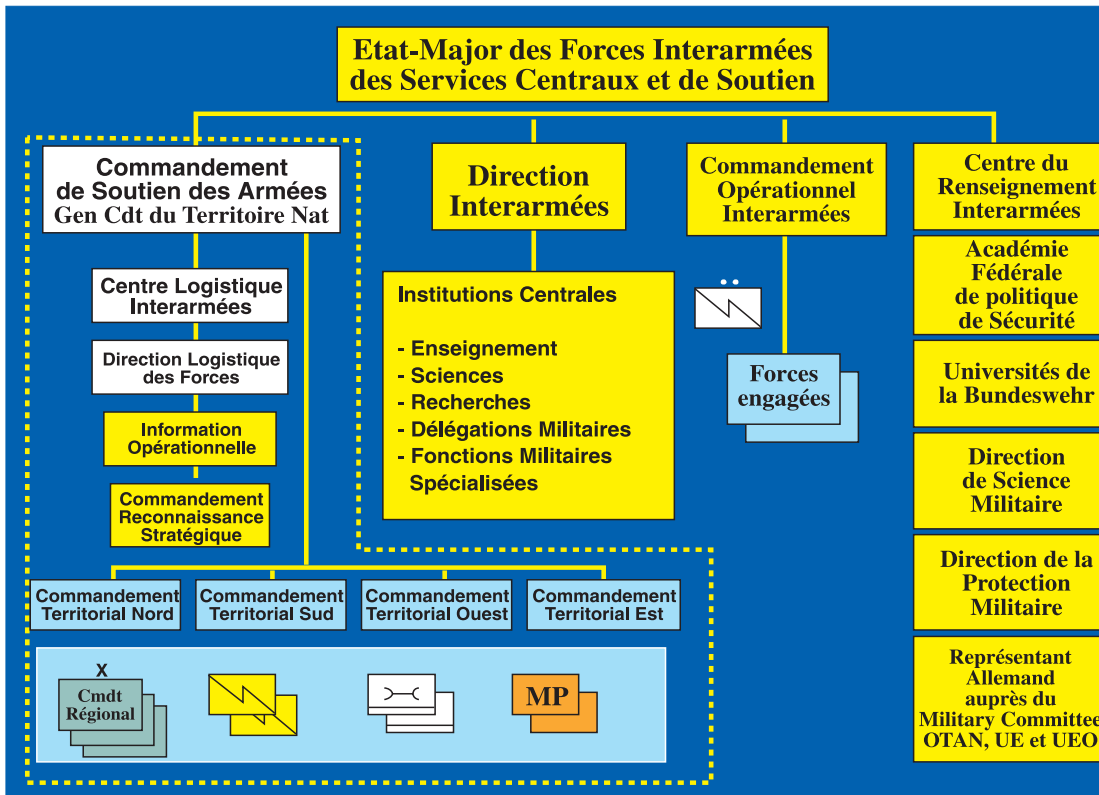
There will be primary brigades with one engineer and support battalion and secondary brigades with one engineer company and no support unit.

The battalions in the 10 brigades will have combat and reinforcement companies.

The great challenge for the Army will be the use of the conscripts and their basic training. In principle they will be scattered and regrouped in some specific units called "reinforcement units" (in white) – contrary to the employed units.



ETRANGER



professionnelle et seront libres de toute obligation de participer à des périodes d'exercice ultérieures. La possibilité du service prolongé de 23 mois reste inchangée.



Cette réforme devra être terminée en 2006. Elle devrait permettre à la Bundeswehr :

- d'être en mesure d'accomplir toutes les formes d'action possible,

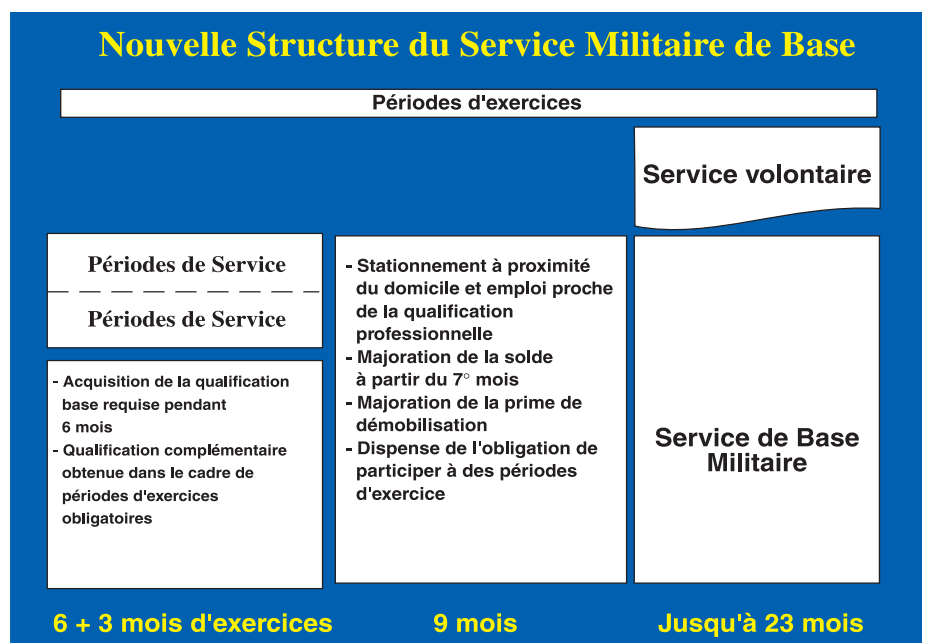
La Base interarmées des forces

Les redondances existant actuellement dans les domaines commandement, instruction, entraînement et soutien seront réduites par le regroupement de certaines tâches transversales qui seront désormais accomplies dans un cadre interarmées. Pour ce faire, les actuels services militaires centraux seront renforcés pour former les forces interarmées des services centraux et de soutien placées sous les ordres d'un Chef d'état-major en même temps le CEM de l'organisation territoriale de la Défense, laquelle sera constituée par 4 commandements territoriaux. Grâce à ces mesures, les armées sont déchargées de ces tâches et se concentreront sur leurs missions essentielles.

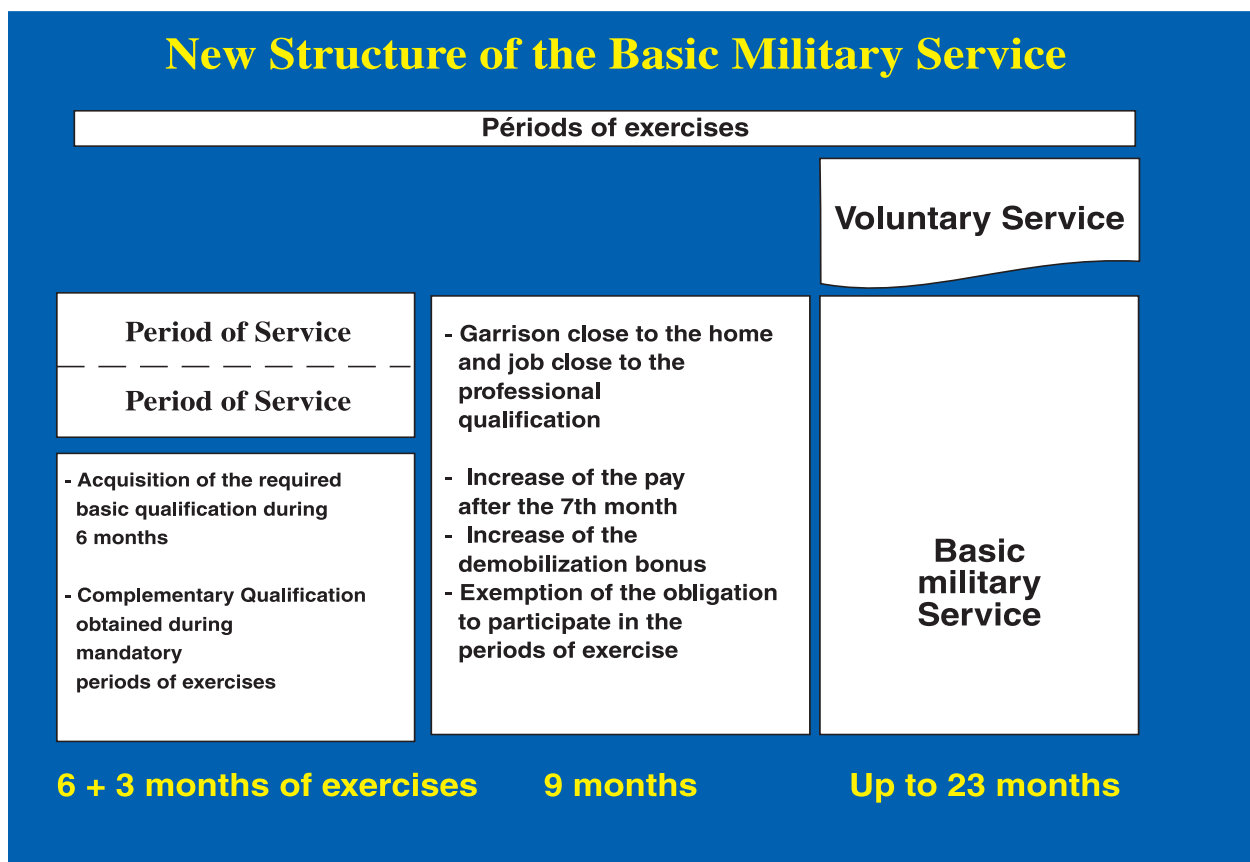
L'état-major du 4^{ème} CA à Potsdam sera transformé en un EM de commandement interarmées pour les opérations extérieures. La durée fixée par la loi du service militaire obligatoire sera, en règle générale, de 9 mois. Les jeunes appelés se verront offrir la possibilité d'accomplir leur service en bloc et seront affectés à des postes nécessaires au fonctionnement des forces armées en temps de paix. Ils seront stationnés à proximité de leur domicile, assureront des fonctions proches de leur qualification pro-

- de réduire le nombre des commandements et des états-majors,
- de mettre en place des structures plus réduites et ainsi augmenter les unités opérationnelles,
- de concentrer les tâches différentes,
- de diminuer les besoins de coordination. ■

Nouvelle Structure du Service Militaire de Base



FOREIGN STUDIES



The forces joint Base

The presently existing redundancies in the domains of command, education, training and support will be reduced through regrouping some transversal tasks which will be carried out from now on in a joint framework. To do so the present central military services will be reinforced to form the joint central services and support joint forces placed under the command of a COS who will simultaneously be the COS of the territorial defense organization constituted by four territorial commands. Thanks to these measures the armed forces will be relieved of these tasks and will focus on their essential missions.

The 4th Army Corps staff in Potsdam will be transformed in a joint command staff for the abroad operations. The duration of the mandatory military service established by the law will be as a general rule 9 months. The young conscripts will be offered the possibility to accomplish their service in one block and will be assigned in positions necessary to the operation of the armed forces in peace time. They will be garrisoned close to their home, perform functions close to their professional qualification and will be freed of all obligation to take part in future periods of exercises. The possibility for an extended service of 23 months remains unchanged.



This reform will have to be completed by 2006. It should enable the Bundeswehr to:

- be ready to perform all possible forms of actions,
- decrease the number of commands and staffs,
- establish reduced structures and thus increase the operational units,
- focus the different tasks,
- reduce the needs for coordination.

LIBRES REFLEXIONS

Aux sources de la doctrine ? L'exemple américain

par le chef de bataillon DURIEUX,

stagiaire de l'enseignement militaire supérieur scientifique et technique de l'Armée de terre

Comment réussir la refondation de l'Armée de terre en dépit du conservatisme inhérent à toute institution militaire ? Quelles mesures adopter pour recruter et garder au sein des armées les jeunes gens et jeunes filles de haut niveau dont les armées ont un besoin croissant ? Comment concilier la pérennité du lien transatlantique et l'affirmation de l'identité européenne en matière de défense ? L'évolution rapide de la technologie change-t-elle fondamentalement la nature de la guerre ? Y a-t-il

une réponse militaire au terrorisme ? Budget de la défense et stratégie nationale, quelles relations ? Le bombardement stratégique suffira-t-il à emporter la décision dans les crises à venir ? Pour faire céder un adversaire, faut-il frapper massivement dès le début du conflit ou bien utiliser la force de façon progressive ? Quelles sont les différences d'approche de Clausewitz et de Sun Tzu ? Quelles décisions l'état-major du Général Gamelin aurait-il dû prendre au début de l'année 1940 ?

Ces questions et bien d'autres sont posées quotidiennement dans les salles du Programme d'Etudes de Sécurité Nationale, Washington D.C., USA. Depuis 1977 en effet, l'Université de Georgetown abrite au sein de la prestigieuse Ecole des Affaires Etrangères (*School of Foreign Service*), qui forme nombre de diplomates américains, un programme de *Master* consacré aux problèmes de défense nationale. Ce programme universitaire, d'une durée de 12 à 18 mois en moyenne, représente certainement un exemple intéressant pour le système français, au moment où celui-ci entreprend un important effort de rénovation doctrinale. L'intense activité intellectuelle et universitaire qui caractérise les réflexions doctrinales aux Etats-Unis est peut-être l'un des aspects méconnus de la supériorité américaine en matière de défense.

Les programmes analogues à celui de Georgetown permettent en effet non seulement de former les futurs responsables civils de la défense américaine aux problèmes de sécurité, mais aussi de susciter une réflexion dont la richesse vient par la suite alimenter les multiples débats relatifs à la défense. Le premier apport du *Master of Arts in*

National Security Studies réside probablement dans l'indispensable socialisation qu'il favorise au sein de la communauté américaine de la défense. Le programme bénéficie de sa situation au cœur de la capitale fédérale, ce qui lui permet d'attirer un corps enseignant où se mêlent universitaires, chercheurs des multiples *Think Tanks* (Centres de recherche indépendants à financement privé ou public) et membres de l'administration, qu'il s'agisse du Pentagone, du Département d'Etat ou des services du Président...

Les étudiants sont en général de jeunes professionnels employés au Congrès comme assistants parlementaires des Sénateurs ou Représentants (chaque sénateur est assisté par des conseillers spécialisés dont le nombre peut aller jusqu'à plusieurs dizaines), des civils du ministère de la défense, du secteur privé ou des *Think Tanks* (cabinets de conseils spécialisés dans les différents secteurs de la politique publique) et enfin une petite minorité de militaires des trois armées. Cette variété des parcours constitue une indiscutable richesse dans la mesure où elle permet à chacun de s'inspirer pour ses propres réflexions de l'expérience d'autrui. Le programme représente ainsi une occasion privi-

légiée de sensibiliser les futurs responsables civils aux préoccupations des chefs militaires, et aux militaires de s'imprégner des dimensions politiques de la guerre, ce qui permet ensuite une relation civilo-militaire certainement beaucoup plus fluide que celle que nous connaissons en France. Cette socialisation des responsables se fait en grande partie par le biais d'une réflexion menée en commun sur les grands problèmes stratégiques. Il y a là une vraie préparation pour les futurs décideurs. Malgré le soin apporté aux Etats-Unis à la rédaction des grands documents d'orientation stratégique et de doctrine militaire, il demeure certain que chaque décision y est, comme partout ailleurs, davantage le fruit de réflexions personnelles menées très en amont que la pure réaction rationnelle à un problème donné.

Ce type de programme fournit précisément aux étudiants comme aux enseignants l'occasion de conduire leur propre réflexion. C'est ainsi que les multiples questions qui ouvrent cet article sont débattues au sein de cours qui réunissent, une fois par semaine, de 10 à 20 étudiants autour d'un professeur pour faire le point des recherches de chacun.

FREEDOM OF SPEECH

Where does doctrine come from? The American example

*by major DURIEUX,
advanced scientific and technical course trainee*

How does one transform the Army in spite of the conservatism characterizing any military institution? What measures should be taken to recruit and retain the highly educated people the military increasingly needs? How does one reconcile the transatlantic relationship and the nascent European defense identity? Does the technological revolution change the nature of warfare? Is there a military response to

terrorism? How can the defense budget be consistent with national strategy? Has air power made land forces obsolete in dealing with the future crises? To have an adversary yield, should we launch massive strikes at the outset of the conflict, or use an incremental approach? Are there differences between Clausewitz's and Sun Tse's thoughts? What decisions should Gen. Gamelin's staff have made in early 1940?

Among many others, these questions are addressed daily in the classrooms of the National Security Studies Program, in Georgetown University, Washington, D.C. (USA). This 12 to 18-month Master program has been offered since 1977, in the framework of the prestigious School of Foreign Service, from which many American diplomats have graduated. The program presents an interesting example for the French system, which has undertaken a major effort to renew its doctrine. The intensive intellectual and academic activity underlying the doctrinal reflections in the United States is indeed an unknown aspect of the American defense superiority.

Not only do such programs provide the future defense officials with a defense background, but they also spark off reflections and debates over security issues. The main interest of the M.A. in National Security Studies probably lies in the networking opportunity it creates in the American defense community. Its

situation in the nation's capital benefits the program: The faculty consists of scholars, fellows of the numerous think-tanks, and officials from the Pentagon, the department of State or the White House.

The students are mainly young professionals. They usually work in congressional staffs (the staff of an American senator may consist of dozens of assistants), in the Pentagon, or in the private sector. In addition, a minority of officers from all the services attend the program each year. This variety of backgrounds is invaluable, as everyone can fuel his own reflection with everybody's experience.

The program represents a rare opportunity to sensitize the future civilian leaders to military problems; It also gives the military officers a chance to understand the political dimensions of conflicts. As a result, the relationship between the civilians and the military is culturally more fluid than it is in France. This networking activity mainly develops through common interest on the major strategic issues. Hence the future decision-makers acquire a

useful preparation for their jobs. Despite the rationality the decision making process is supposed to ensure in the United States, the personal background of the leaders plays a very important role, as it does everywhere else in the world.

This kind of program precisely provides the students with the opportunity to develop their own reflections. The numerous questions that begin this article are debated during weekly classes, in which 10 to 20 students discuss their own research with the professor. On average, a student takes three to five classes a week. This means that, unlike the French system that often privileges the quantity of classes, the students' work mainly consists of personal researches to prepare the debates in class. As the civilian, academic and military circles communicate much more than in France, these debates will thereafter influence the decisions. They will do so through articles and lectures, and thereafter more directly when the former students reach top ranking positions.

LIBRES REFLEXIONS

Un étudiant suit en moyenne trois à cinq cours par semaine, ce qui signifie qu'à l'inverse du modèle français, qui privilégie souvent "des têtes bien pleines", l'essentiel du travail demandé aux étudiants consiste en des recherches à mener en vue de débats qui occuperont l'essentiel du cours hebdomadaire. Dans un pays où l'interpénétration des milieux universitaires, administratifs et militaires est beaucoup plus développée qu'en France, ces débats viendront ensuite imprégner les décisions, par le biais d'articles et de colloques, et plus tard, par un effet plus direct, lorsque les étudiants seront parvenus aux postes de responsabilité. La doctrine militaire américaine trouve une bonne part de son origine dans le bouillonnement intellectuel qui règne à Georgetown et dans les autres universités du pays. Si la réflexion de fonds est l'aspect marquant de ce type de scolarité, elle permet en outre aux étudiants de réfléchir, en fonction de leur centres d'intérêt, à des problèmes plus concrets, tant le pragmatisme est la marque de l'esprit américain. L'exemple de la réforme de l'institution militaire est peut-être le plus frappant. Alors même que l'Armée de terre américaine a entrepris une ambitieuse transformation visant à tirer parti des nouvelles technologies et à augmenter sa capacité de projection, le projet est critiqué en temps réel au sein des *Think Tanks* et des universités.

Cette critique tire parti tant de l'expérience historique (*comment l'armée allemande a-t-elle réussi sa transformation entre les deux guerres alors que FULLER est anglais et de GAULLE français ? Pourquoi la marine américaine a su développer le principe du porte-avions après 1918 alors que les Britanniques ont perdu l'avance qu'ils possédaient dans ce domaine ?*), que de la pensée stratégique développée dans le milieu des affaires (*comment Honda s'est-elle adaptée pour répondre à l'offensive de Yamaha sur le marché des motos dans les années 1980 ?*). Des leçons sont tirées de ces différentes expériences et appliquées à la réforme en cours. Ainsi, s'interrogera-t-on pour savoir si celle-ci prévoit l'institution d'une structure bureaucratique indépendante qui permettra à l'innovation de se perpétuer face au scepticisme carac-

téristique de toute organisation. Une unité opérationnelle viendra-t-elle rapidement valider le succès sans attendre les résultats de long terme ? Un sens de l'urgence est-il imprimé pour soutenir le rythme de la réforme ? Un profil de carrière attractif permettra-t-il à de jeunes officiers brillants de s'engager dans les nouvelles voies et d'assurer la pérennité de la réforme tant au sein de l'institution que face aux commissions du Congrès qui voteront les budgets ? L'expérimentation est-elle un trait majeur de la réforme ? Ce n'est là qu'un des exemples qui témoignent de l'utilité directe des études conduites dans le programme de Georgetown.



QUELLES LEÇONS DOIT ALORS INSPIRER L'EXEMPLE AMERICAIN ?

En premier lieu, il est indéniable que l'effort entrepris par l'Armée de terre pour envoyer des officiers français suivre ce type de scolarité doit être poursuivi. A l'heure où la doctrine militaire américaine règne sans guère de partage, il est crucial de comprendre quels en sont les fondements tant méthodologiques que philosophiques. Seule une telle compréhension peut, d'abord, nous permettre de conduire un dialogue constructif avec nos alliés d'outre atlantique, qu'il s'agisse de coopération stratégique, opérationnelle, ou technologique. Seule une telle compréhension, ensuite, peut nous permettre de profiter à bon escient des enseignements que la recherche américaine en matière de défense et doctrine a pu tirer de ses nombreuses expérimentations. Seule une telle compréhension enfin, et ceci est peut-être le plus important, peut nous permettre d'écarter les aspects de cette doctrine qui ne correspondraient pas à nos intérêts ou à notre culture, tant il est vrai que la conception américaine de l'outil militaire et de sa raison d'être diffère profondément de la nôtre. S'agissant de stratégie comme de toute autre question, comprendre l'autre est indispensable à la connaissance de soi-même. Au moment où l'Europe de la Défense connaît un nouvel élan, il est essentiel de prendre

conscience des traits communs aux cultures stratégiques européennes. Cela nécessite d'une part la connaissance mutuelle au sein de l'Europe - des officiers devraient, dans cette optique, être envoyés suivre les formations où sont pensés les fondements des doctrines de nos partenaires européens, telles celles du King's College à Londres et de l'IUHEI à Genève ; cela nécessite aussi une observation de l'extérieur, en particulier des Etats-Unis.

En second lieu, il est certain que l'exemple américain suggère l'intérêt d'intensifier la recherche française en matière de questions stratégiques. Comme l'a souligné récemment le rapport HEISBOURG [HEISBOURG, François. *Mission d'analyse et de proposition relative à la recherche et à l'enseignement en "Relations Internationales" et "Affaires stratégiques et de défense"* Rapport pour le Premier Ministre, Juin 2000. Disponible sur www.premier-ministre.gouv.fr/pm/rapports.htm], la France accuse un retard important dans ce domaine. Le rapport, qui cite d'ailleurs en exemple la formation continue dispensée en cours de carrière aux officiers, prône la création de formations destinées aux jeunes professionnels du secteur, l'ENA en particulier n'assurant aucune formation spécialisée ni en relations internationales ni en questions stratégiques. L'acquisition par les différents acteurs, qu'il s'agisse des jeunes hauts fonctionnaires, des jeunes officiers supérieurs, des cadres des entreprises de défense ou des journalistes, de références communes représente un enjeu majeur pour lequel les armées ont un rôle à jouer.



Voici quelques trois quarts de siècle, le Général de GAULLE regrettait que "*Le train des choses d'aujourd'hui ne [mette] guère les politiques et les soldats dans le cas de s'exercer à l'action commune, ni même de se bien connaître*" [de GAULLE, Charles. *Le fil de l'épée*. Editions Michèle TRINCKVEL, Paris, 1983]. Peut-être n'est-il pas trop tard pour bien faire... ■

FREEDOM OF SPEECH

Finally, the American military doctrine partly originates from the brain storming that takes place in Georgetown and other universities. The fundamental thinking is probably the main focus of this kind of program; However, it also gives students the opportunity to think about more concrete issues, depending on their center of interest. This reflects the idea of American pragmatism, which is evident in the example of the US Army transformation. As ambitious reform has been undertaken in the Army to harness new technologies and increase the deployability of its units, the project is analyzed in real time in think tanks and universities.

This analysis is supported by historical experience (Why did the German military successfully transform itself in the Interwar period while FULLER was British and de GAULLE French? Why did the US Navy develop carriers in the 1920s while the British lost their advance in this field?). This analysis also takes advantage of business strategies (How did Honda adapt to respond to the offensive Yamaha launched in the motorcycles market in the 1980s?). The lessons drawn from these experiences are used to assess the relevance of the reform under way. Thus, the question arises whether this one provides for an independent bureaucratic home that will ensure the future of the innovation in spite of military conservatism. Will an operational unit soon validate the principle of the reform and sustain its dynamism? Is there a sense of urgency imposed on the institution? Is there an attractive career track to ensure that brilliant young officers will embrace the new specialties, and guarantee the future of the reform in Congress, as within the Army? Is experimentation a major aspect of

the reform? This is only one of the examples proving the direct usefulness of the reflections conducted in the program.



NOW, WHAT KIND OF LESSONS SHOULD WE DRAW FROM THE AMERICAN MODEL?

First, the French Army's decision to send officers attend the program should be renewed. Today, the American military doctrine is influential all over the world. It is therefore crucial to understand its philosophical and methodological bases. Only such an understanding can allow us to develop a constructive dialog with our allies, be it in the strategic, operational or technological fields. Besides, only such an understanding can allow us to take advantage of the lessons the Americans have drawn from their experimentation program. Finally, and perhaps more importantly, such an understanding can allow us to reject the aspects of the American approach that do not fit our interests or our culture; Indeed, the American conception of the use of military force is significantly different from ours. In the strategic field, as in any other, the other's understanding is essential to understanding oneself. In a period when the European Defense Identity undergoes a new impetus, it is tremendously important to become aware of the common features of the European strategic cultures. This certainly necessitates mutual knowledge within Europe – in this prospect, some officers should attend

the programs in which the bases of our partners' doctrines are thought, such as King's College in London or the IUHEI in Geneva; This also necessitates the observation of Europe from the outside, particularly from the United States.

Second, the American example suggests French research in strategic studies should be intensified. As the HEISBOURG's report recently underscores [HEISBOURG, François. Mission d'analyse et de proposition relative à la recherche et à l'enseignement en "Relations Internationales" et "Affaires stratégiques et de défense" Rapport pour le Premier Ministre, June 2000. Available on www.premier-ministre.gouv.fr/pm/rapports.htm], France lags behind many other countries in this field. The report uses the example of the professional education the French officers pursue during their careers. It advocates the creation of academic programs designed to train young professionals in this sector. Indeed, the ENA (Ecole Nationale d'Administration, which is the top school for civil servants) does not propose any specialized formation in international relations or strategic studies. The acquisition of common references by the different actors - be it the civil servants, the senior officers, the private executive officers or the journalists - is a major stake for which the military has a role to play.



Some seventy years ago, General de GAULLE regretted, "As things go now, soldiers and statesmen rarely find themselves working together for a common end, and have little knowledge of one another's activities." [de GAULLE, Charles. *The Edge of the Sword*. Greenwood Press, Westport (Connecticut), 1975. p. 126]. Perhaps it is not too late to change that... ■

Modèles et doctrines : divergences transatlantiques

par le colonel DESPORTES,
attaché des forces terrestres près l'ambassade de France à Washington

La vision politique qui se dégage des premiers éléments connus de la nouvelle revue de défense américaine va probablement renouveler profondément la donne et forcer le trait de la

divergence stratégique transatlantique. La question va se poser très vite de l'attitude européenne à adopter vis-à-vis du nouveau modèle de forces qui se profile outre-Atlantique.

C'est étrangement le désastre de Pearl Harbor (décembre 1941) qui, par la décision formelle d'entrée en guerre des Etats-Unis, avait créé la dynamique de l'alliance stratégique des deux rives de l'Atlantique ; sous des formes diverses, elle aura duré un demi-siècle. L'amour n'était pas étranger à l'union, mais il n'en était pas la cause. Il s'agissait d'un mariage de raison ; la raison - l'argument - s'étant désormais estompée, l'Alliance s'interroge aujourd'hui sur sa propre finalité tout en cherchant à prolonger une vie de couple qui présentait bien des avantages réciproques. L'intérêt commun cimentait l'union, la communauté du besoin engendrant la similitude des voies et moyens. Les doctrines, les modèles de forces américains, façonnaient par nécessité leurs équivalents européens, à l'exception marginale d'étroits segments - français en particulier - qui correspondaient à des besoins plus spécifiquement nationaux. Le décalage temporel généralement observé dans le suivi des modèles n'était qu'une affaire de moyens financiers, voire de fierté nationale. Sur les deux rives de l'Atlantique, l'objectif était similaire : l'effondrement soviétique au mieux, son cantonnement au moins, la défense ferme de la circonscription occidentale - le plus en avant possible - au pire. Sortant de leurs schémas d'action traditionnels, les armées américaines ont ainsi appris pendant quarante ans à défendre le sol et à y stationner ; mais ce modèle, lié à un lieu et un contexte géostratégique, subit tous les jours les coups des évolutions géopolitiques et des nécessités domestiques américaines. Le contexte change, entraînant parallèlement pas à pas la désagrégation du ciment de l'Alliance et la divergence progressive des ambitions et modèles de forces.

En ce sens, l'observation des conclusions de l'actuelle revue stratégique américaine sera intéressante, mais intéressante surtout par ce qu'elle apprendra de la divergence des perceptions géostratégiques : l'Europe et les Etats-Unis sont désormais sur des chemins de défense qui apparaissent de moins en moins supportés par une vision stratégique similaire et ne convergent plus vers une finalité partagée. En dépit du pragmatisme autocentré de la rhétorique républicaine, les Etats-Unis réaffirment leur vision stratégique globale, parce que - de part et d'autre des deux océans - leurs intérêts sont mondiaux, s'enfonçant profondément en Europe et encerclant l'Asie au-delà de l'océan indien vers la mer d'Oman. A l'inverse, la vision européenne est moins ambitieuse, parce qu'elle est une politique du possible ; avec des capacités militaires et politiques limitées, il s'agit d'abord, et pour longtemps, de balayer chez soi - où il y a encore fort à faire - ou juste devant sa porte. Dans la définition des nécessités et des voies et moyens pour y répondre, à la vision mondiale des Etats-Unis s'oppose la vision régionale des puissances européennes ; pour caricaturer, à une Europe aux budgets de défense décroissants et préoccupée d'abord de capacités militaires régionales dans la partie basse du spectre des conflits s'oppose une Amérique dont le budget de défense

s'est accru en termes réels de 6% en quatre ans, dont l'attention se focalise de plus en plus vers l'Asie et qui concentre ses efforts vers l'optimisation des technologies de la communication afin de dominer dans des conflits majeurs grâce à une capacité de frappes coordonnées de précision. Ce constat impose la prudence en termes de définition des modèles de force, d'efforts technologiques et de doctrine. Le suivisme - parfaitement fondé pendant quatre décennies reflèterait aujourd'hui une perception insuffisante des nouvelles divergences stratégiques transatlantiques. Le temps n'est plus où l'on pouvait se contenter de refléter des modèles parce qu'ils correspondaient grosso modo à une similarité de besoins. Par construction et retour progressif aux modèles traditionnels, la puissance américaine n'existera bientôt plus que par la projection et ne connaîtra plus la nécessité de défense du sol. Au fil des revues de défense, des promesses électorales et des désengagements outre-mer progressifs, on voit s'affirmer le modèle d'une Amérique ayant reconstruit son invulnérabilité insulaire et dotée des moyens de frapper au cœur - en toute impunité et sans enlèvement - des coups punitifs rapides au delà des océans. Décliné en boucle du stratégique au tactique, le modèle du futur américain se construit autour de deux idées maîtresses, celles du "stand-off" et de la "protection", dans un retour étonnant aux modèles moyenâgeux de la motte féodale, forteresse imprenable d'où l'on projette la violence policière.



A cette Amérique dont la stratégie de puissance pourrait s'opposer demain militairement à l'autre bout du monde à un ennemi de masse de haut niveau technologique, s'opposent les nations européennes sans ambitions mondiales et qui, à horizon visible, ne sauraient être confrontées qu'à des adversaires de taille et de capacités technologiques limitées : la divergence stratégique s'accroît et, avec elle, l'opposition des besoins de défense et des nécessités technologiques. En ce sens, la véritable question que posent aux puissances européennes les premières conclusions de la nouvelle revue de défense américaine est celle de savoir s'il convient de prendre acte du caractère inexorable de cette divergence et, en conséquence, de construire des forces adaptées à leur propre vision et à leurs besoins régionaux, ou bien au contraire d'adhérer aux ambitions mondiales américaines et de s'en donner alors les moyens - matériels et doctrinaux - en prenant garde de préserver leur autonomie de décision/action. Dans cette dernière hypothèse, il faudrait prendre les moyens de contenir le "gap" technologique pour ne pas se retrouver de fait devant un partage vertical du fardeau, avec une Amérique en stand off et protégée, en arrière et plus haut, contribuant de sa seule technologie, et une Europe au sol et au contact, techniquement distancée et dépendante. ■

FREEDOM OF SPEECH

Models and doctrine: Transatlantic divergences

by colonel DESPORTES,

Land Forces Attaché French Embassy in Washington

The political vision which comes out from the first known elements of the new American defense publication is probably going to reshuffle completely the order and increase the transatlantic

strategic divergence. The question of the European attitude to be adopted viz the new model of forces which is looming up on the other side of the Atlantic is going to arise very soon.

Strangely it is the Pearl Harbor disaster (December 1941) which has, through the formal decision of the United States to enter the war, created the dynamic of the strategic alliance gathering both sides of the Atlantic; Under various forms, it will have lasted half a century. Love had something to do with this union, but it was not the cause of it. It was a marriage based on reason; The reason – the argument – having faded away, the Alliance now puts into question its own finality and at the same time tries to extend a married life which had a lot of reciprocal advantages. Common interest cemented the union, the need community generated a similarity in ways and means. The American doctrines and force models, by necessity shaped their European equivalents, with the exception of marginal narrow segments – French in particular – which corresponded to more specific national requirements. The temporal gap generally observed in the monitoring of the models was only a matter of financial capabilities, sometimes even of national pride. On both sides of the Atlantic, the aim was similar: The Soviet collapse at best, its confinement at least, the static defense of the western world – as forward as possible – at worst. Overstepping their traditional courses of action, the American Armies thus learnt during forty years to defend the ground and to station on it; But this model, linked to a location and a geostrategic environment, is daily blown by the geopolitical evolutions and the internal American requirements. The environment changes, at the same time leading to a step by step disintegration of the Alliance cement and to a progressive divergence of ambitions and models of forces. In this sense, the observation of the conclusions of the present American strategic review will be interesting, but especially because it will tell about the divergence of geostrategic perceptions: Europe and the United States are now on defense approaches which seem less and less sustained by a similar strategic vision and no longer converge towards a shared finality.

Despite the auto-centered pragmatism of the republican rhetoric, the United States reaffirms its global strategic vision because – on both sides of the two oceans – their interest are worldwide, going deep into Europe and surrounding Asia beyond the Indian Ocean towards the Oman Sea. Conversely, the European vision is less ambitious, because it is a policy of what is possible to do; With limited military and political capabilities, it is first a matter, and for a long time, of taking care of their own problems – where there is still a lot to be done – or that of the immediate neighborhood. In the definition of requirements and of the ways and means to fulfill them, the worldwide vision of the United States is opposed to the regional vision of the European powers; To caricature, Europe with decreasing military budgets and essentially concerned by regional military capabilities in the lower spectrum of conflicts is opposed to America where the

defense budget has increased in real terms by 6% over four years, whose attention is more and more focused towards Asia and which concentrates its efforts towards communication technologies optimization in order to dominate in major conflicts thanks to a capability of precision coordinated strikes. This acknowledgement imposes caution as far as the definition of force models, of technology efforts and doctrine is concerned. The follow-my-leader attitude – absolutely justified during four decades – would now show an insufficient perception of the new transatlantic strategic divergences. It is no longer the time when we could limit ourselves to imitate the models because they were roughly corresponding to a similarity in needs. By construction and gradual return to traditional models, the American power will soon only exist thanks to its projection capability and will no longer have the need to defend its own soil. The model of an America having rebuilt its insular invulnerability and endowed with assets able to strike at heart – with a total impunity and without being stuck – fast punitive strikes beyond the oceans can be asserted from the passing defense reviews, electoral promises and gradual overseas disengagements. Consistently looping from strategy to tactics, the model of the American future is based around two main ideas, that of "stand-off" and of "protection", this in a surprising return to Middle Ages models of the feudal clod, an impregnable fortress from which the police violence is projected.



Facing this America whose power strategy could tomorrow be militarily opposed at the far end of the world to a massive enemy of a high technological level, are opposed the European nations without any worldwide ambitions and which in the foreseeable future could only be confronted to opponents of a limited size and technology: The strategic divergence increases and with it the opposition in defense needs and technological requirements. In this sense, the true question raised by the first conclusions of the new American defense review to the European powers is to know if the inexorable nature of this divergence should be acknowledged and consequently to build forces tailored to their own vision and their regional needs or conversely to adhere to the American worldwide ambitions and thus endow ourselves with the appropriate means – equipment and doctrine – being cautious to protect their decision/action autonomy. In this last case, the means to contain the technological "gap" should be taken in order not to be faced de facto to a vertical division of the burden, with an America in a stand off position and protected, in the rear and higher, only contributing with its technology, and a Europe on the ground and in contact, technically outpaced and dependent. ■

LIBRES REFLEXIONS

La sauvegarde dans les actions de maîtrise de la violence ¹

Vers une nouvelle fonction opérationnelle ?

par le lieutenant-colonel LECOINTRE,

113^{ème} promotion du CSEM

Foch, dans son ouvrage sur la conduite de la guerre, évoque "la sûreté stratégique" appliquée par Napoléon dès 1806, et qui fut reprise par l'école prussienne en 1815.

A l'époque, avec un volume d'une division interarmes cette unité de protection et de sûreté, couvrait, renseignait sur les avants et les arrières amis. Cette troupe, capable de manœuvre, de résistance au besoin et de variation des combinaisons assurait aussi la protection de la force et sa sauvegarde.

Jusqu'à présent dans le cadre d'un engagement massif des forces en défense du territoire national cette notion comportait essentiellement une idée classique de protection des troupes au contact de l'ennemi. Si cet aspect (protection individuelle et collective dans un cadre de coercition) demeure une nécessité parfaitement prise en compte dans les procédures et travaux d'état-major, la sauvegarde doit cependant être envisagée dans une optique élargie car les opérations de gestion de crise par leurs spécificités, en font le facteur premier du succès ou de l'échec d'une mission. Ainsi, fréquemment évoquée dans tous les documents traitant de la doctrine, la sauvegarde, sans qu'en soient évoqués, ni une définition précise, ni des modes opératoires, est reprise dans le concept d'emploi des forces du 23 juillet 1997, et présentée comme essentielle à la bonne exécution de la mission.

Or les opérations de gestion de crise dans lesquelles les forces sont aujourd'hui le plus fréquemment engagées se caractérisent, entre autres :

- ❖ par des missions s'apparentant le plus souvent à du contrôle de zone dans des espaces surdimensionnés par rapport au volume de la force,
- ❖ par une durée de l'implication plus longue que dans les actions clas-

siques induisant des relèves régulières de contingents,

- ❖ par un environnement rendu complexe par la présence de populations civiles et par l'intervention de nombreux acteurs,
- ❖ par le manque d'ennemis désignés,
- ❖ par un but politique souvent mal défini entraînant l'absence d'un mandat opérationnel clair, la simple présence de la force constituant souvent de façon propre une action stratégique et diplomatique dont la portée est d'abord symbolique.

Dans de telles conditions, la force elle-même devient un enjeu et les atteintes à son intégrité, induites par les conditions mêmes de son engagement, constituent la principale menace à laquelle elle doit faire face. Autant sa liberté d'action que celle du politique qui l'a mandatée reposent désormais sur une **notion de "sauvegarde élargie", conçue comme la capacité de la force à préserver son intégrité c'est-à-dire, outre son potentiel humain et matériel, son crédit.**

Cette nouvelle définition implique pour les états-majors et les forces des adaptations à la fois dans les structures et dans la conduite des opérations, qui amènent à envisager cette notion comme une fonction opérationnelle majeure. Fondé sur ce constat, un travail de réflexion doctrinale a été

confié à un groupe de stagiaires du CSEM/113^{ème} promotion de l'école de guerre. L'ambition affichée était de parvenir à une définition la plus large possible des enjeux de la sauvegarde dans les engagements de maîtrise de la violence. S'affranchissant donc délibérément de tout ce qui a pu être écrit en ce domaine, il s'est agi de proposer une approche originale et globale de la fonction sauvegarde.

Nouveaux principes et actions de sauvegarde

Dans un premier temps ont été établis l'ensemble des facteurs portant atteinte à l'intégrité d'une force en opération et définis de manière symétrique les principes à respecter et actions à conduire pour s'en protéger. Ainsi un certain nombre de règles nouvelles ont pu être identifiées, qu'elles se rapportent à des menaces induites par l'environnement d'une force :

- ☞ autonomie initiale et suffisance logistique,
- ☞ redondance des circuits d'approvisionnement,
- ☞ non concurrence et adaptation aux évolutions de l'économie locale,
- ☞ précaution dans l'emploi de la population locale et dans le choix de lieux d'implantation,

¹ Le principe de sauvegarde a donné lieu à une étude menée conjointement par le CREDAT et le CSEM, consultable sur le site www.cdes.terre.defense.gouv.fr ou disponible sur commande à la section communication-documentation du CDES - BP53 - 00445 ARMÉES.

FREEDOM OF SPEECH

Safeguard in violence control actions ¹

To a new operational function?

by the lieutenant-colonel LECOINTRE,
class 2000 of the CSEM (French Staff College)

*F*och, when writing about war conduct, mentioned “strategic security” as applied by Napoleon from 1806, and taken up by the Prussian School in 1815. At the time, with the size of one combined arms division, this protection and security unit was able to cover and to provide intelligence beyond the FLOT and in friendly rears. This unit, able to maneuver, to defend as needed and to shift schemes, also provided force protection and safeguard.

Up to now, in the framework of a massive commitment of forces in defense of the national territory, this notion mainly encompassed a conventional idea about force protection when in contact. If this aspect (individual and collective protection in a coercive environment) remains a well considered necessity in procedures and staff work, however safeguard must be looked at with a more open view because specifics of crisis management operations make it a prime success or failure factor of a mission. Now, while often mentioned in all documents dealing with doctrine but without stating either any precise definition, or operating modes, the safeguard notion has been reintroduced in the force employment concept dated July 23, 1997, and has then been put forward as essential to a good mission execution.

So, crisis management operations in which forces are most often involved nowadays are characterized, among others, by:

- ❖ missions in the scope of zone control over oversized territories compared to the involved strength,
- ❖ an implication length of time much longer than for conventional actions, this implying frequent troop relieves,

- ❖ an environment made complex due to civil population presence and to the numerous intervening actors,
- ❖ lack of a designated enemy,
- ❖ a political aim often poorly defined entailing the absence of a clear operational mandate; The mere force presence often constituting in itself a strategic and diplomatic action, the impact of which is, first of all, symbolic.

In such conditions, the force itself is at stakes and hostile act against its integrity, induced by the very conditions of its commitment, is the main threat it has to face. From now on its freedom of action as well as that one of the mandating political authority rests on an **“enlarged safeguard” notion, conceived as the force capability to preserve its integrity that is to say its human and equipment potentiel, and, moreover, its credibility.**



For staffs and forces this new definition implies adaptations in their structures and in the conduct of operations that lead to envision this

notion as a major operational function. Based on this statement, a student group out of “CSEM/113° promotion de l’Ecole de Guerre” has been tasked with a doctrinal thinking study. The declared ambition was to reach an as broad as possible definition of safeguard at stakes constituents in violence control actions. Then deliberately getting free of all what could have been written on the topic, the matter was to propose an original and global approach of the safeguard function.

New principles and safeguard actions

First, the whole factors impacting on the integrity of a committed force have been established and, in symmetry, principles to apply and protective actions to be conducted have been defined. Thus some new rules could be identified, either related to a threat induced by the force environment:

- ☞ initial autonomy and logistics sufficiency,
- ☞ redundancy of supply routes,
- ☞ no competition with and adaptation to local economy,
- ☞ carefulness in hiring local workers and in selecting base location,

¹ Can be consulted on the CDES web site www.cdes.terre.defense.gouv.fr or ordered from the CDES - Communication-documentation cell - BP53 - 00445 ARMEES - FRANCE.

LIBRES REFLEXIONS

- ⇒ gradation dans les phases de déploiement et de désengagement,
- ⇒ maîtrise du niveau d'implication humaine,
- ⇒ ...

ou qu'elles permettent de contrer des atteintes à l'intégrité qui soient plus directement liées à l'action d'adversaires potentiels :

- ⇒ masse critique,
- ⇒ dispersion,
- ⇒ imbrication maîtrisée,
- ⇒ gestion aléatoire des mouvements et des dispositifs,
- ⇒ renseignement de sauvegarde (orienté sur la détermination des faiblesses des partenaires de la force et de la population),
- ⇒ information interne et règles de sûreté individuelle,
- ⇒ ...

Modalités de mise en œuvre de la "fonction sauvegarde"

Dans un deuxième temps, la sauvegarde s'apparentant donc à une véritable fonction et pouvant être déclinée en grandes missions telles que :

- ⇒ contribuer à la maîtrise de l'imbrication et de l'implication de la force,
- ⇒ contribuer à la préservation du crédit et du moral de la force,
- ⇒ garantir le potentiel et la liberté d'action de la force,

des ébauches de solution ont été proposées qui permettent de conduire une véritable manœuvre de sauvegarde. Sont ainsi définis différents niveaux de responsabilités, des structures permettant une identification claire des acteurs et de la fonction et enfin des procédures régissant leur action.

Compte tenu de la diversité des champs d'application de ce concept, la sauvegarde devra être mise en œuvre aux trois niveaux de commandement général de la force, de conduite de son action et d'exécution d'actions spécifiques. Les structures, variables en fonction de la nature de la mission et du volume de la force considérée, devront en tout état de cause, comporter un bureau "sauvegarde" auquel sera éventuellement rattaché un CMO assurant la coordination de l'ensemble des moyens spécifiques dédiés à cette fonction. Enfin cette manœuvre sera formalisée à travers deux documents principaux : un plan de manœuvre et une annexe sauvegarde de l'ordre d'opération.



Ainsi représentée aux différents niveaux de responsabilité et mise en œuvre, la sauvegarde doit être en mesure de préserver la liberté d'action d'une force en garantissant son intégrité physique et morale.

Les missions qui pourront lui être confiées et les moyens qui lui seront dédiés devront permettre de conduire une manœuvre d'ensemble continue, cohérente et s'inscrivant dans la durée. ■



FREEDOM OF SPEECH

- ⇒ progressiveness in deployment and disengagement phases,
- ⇒ controlled level of humanitarian involvement,
- ⇒ ...

or enabling to counter integrity damages more directly linked to potential adversary actions:

- ⇒ critical mass,
- ⇒ dispersion,
- ⇒ controlled imbrication,
- ⇒ movement and layout random management,
- ⇒ safeguard intelligence (oriented towards population and force partners' weaknesses),
- ⇒ internal information and individual security rules,
- ⇒ ...

Implementation modalities of the «safeguard function»

Then, as safeguard relates to a real function and can be divided into main tasks such as:

- ⇒ to contribute to imbrication and force involvement control,
- ⇒ to contribute to preservation of force credibility and morale,
- ⇒ to guaranty force full strength and freedom of action,

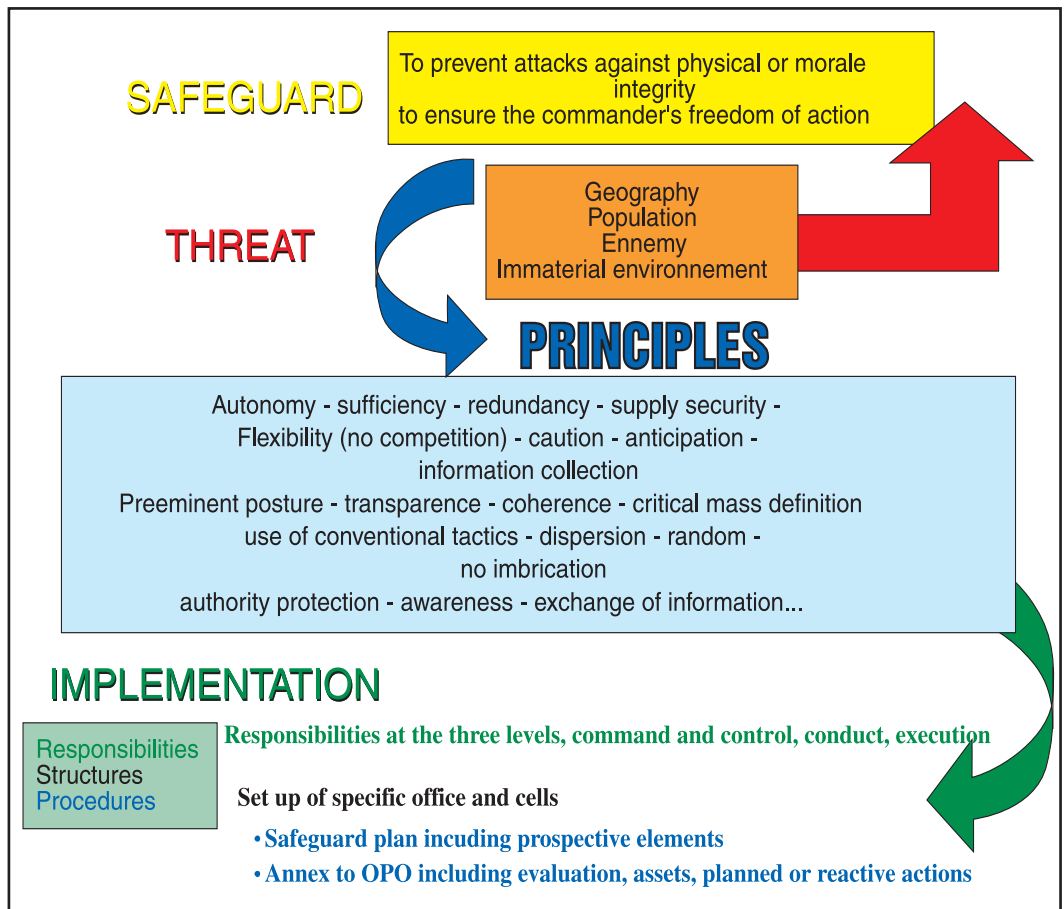
solution outlines have been suggested that allow conducting a real safeguard maneuver. In this way, several levels of responsibility, the structures allowing a clear identification of the actors and of the function, and, at last, the procedures ruling their action, could be defined.

Taking into account the diversity of implementation fields for this concept, safeguard should be implemented at the three levels, of force general command and control, of action conduct, and of specific executions. Structures, which can vary according to the nature of the mission and to the size of the considered force, might in any case entail a "safeguard" office to which could be attached an "Implementation Center" in charge of coordinating all specific means dedicated to this function.

At last maneuver will be formalized through two main documents: A maneuver plan and a safeguard annex to the operation order.

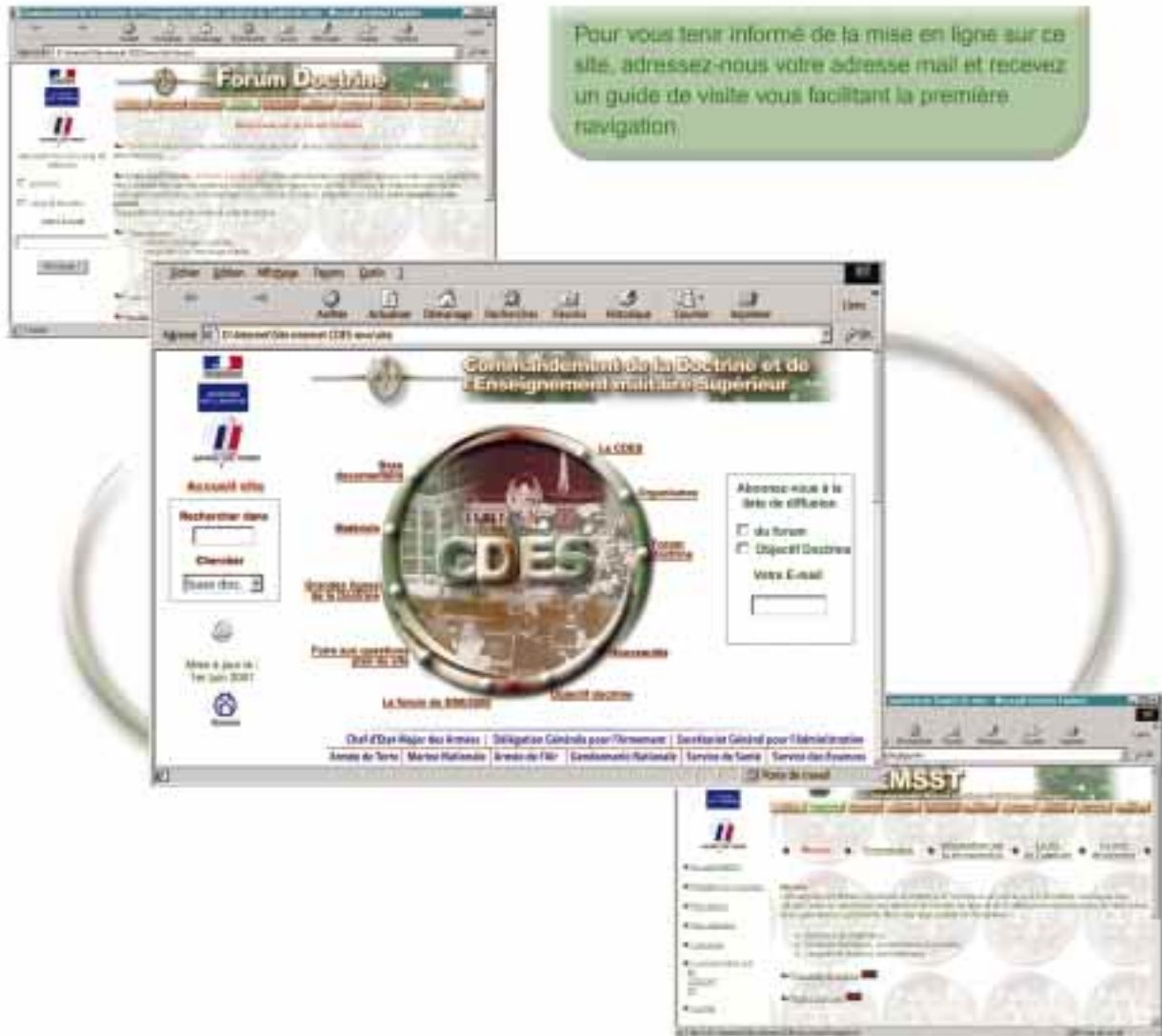


Represented in this way at the various responsibility and implementation levels, safeguard must be able to preserve the freedom of action of a force, as a guarantee for physical and morale integrity. Assigned missions and dedicated means should enable it with a continuous, consistent and durable, general maneuver. ■



Site internet

www.cdes.terre.defense.gouv.fr



Dans ce site :

- **Le CDES et ses organismes** : présentation du CDES et des organismes qui le composent
- **La base documentaire** : sont regroupés dans cette base des documents de doctrine de l'Armée de terre
- **Forum Doctrine** : un lieu modéré où échanger des points de vue et des informations sur la doctrine militaire française.
- **Les grandes lignes de la doctrine militaire française** : permet une première introduction à la doctrine militaire française. Ce texte reprend les bases de la doctrine et, grâce à des liens hypertextes, permet d'accéder à des définitions de termes militaires et d'aller plus en profondeur.
- **Les matériels** : plus de 150 fiches techniques et une douzaine de vidéos sur les matériels de l'Armée de terre.